



Evaluation Externe

Programme d'appui aux activités génératrices de revenus d'associations féminines de Conakry, Guinée

Financée par EuropeAid

Barbara Mineo (GCI), septembre 2012

Acronymes

ACF Action Contre la Faim

AGR Activités Génératrices de Revenu

CAP Connaissances Attitudes et Pratiques

CSI Centre de santé intégré

DCS Direction Communale de Santé

DMR Directeur de Micro Réalisations

KDF Kanya Donse Fany

GNF Franc guinéen

MAG Malnutrition Aiguë Globale

MAS Malnutrition Aiguë Sévère

MAM Malnutrition Aiguë Modérée

PRIDE Pride Guinée Formation

SMART Standardized monitoring and assessment for relief and transition

UE Union Européenne

Programme d'appui aux activités génératrices de revenus d'associations féminines de Conakry

0. RESUME.....	3
1. CONTEXTE	5
2. METHODOLOGIE.....	7
2.1 LIMITATIONS.....	8
3. CONSTATIONS ET DISCUSSIONS	9
3.1 EFFICIENCE	9
3.2 EFFICACITE.....	11
3.3 IMPACT	18
3.4 PERTINENCE	21
3.5 COHERENCE.....	22
3.5 COUVERTURE.....	25
3.6 DURABILITE	26
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	29

ANNEXES: (trouvez ci-joint dans un dossier séparé)

Annexe I Experience du Consortium - Un Exemple de Bonne Pratique

Annexe II Tableau des Criteres du DAC

Annexe III Liste des Institutions et Personnes Interviewes

Annexe IV Questionnaire - Clients

Annexe V Questionnaire - Mamans

Annexe VI Source et Bibliographie

Annexe VII Synthese des Resultats Obtenus du Questionnaire Applique Aux Femmes de 8 Associations

Annexe VIII Synthese des Resultats Obtenus des Focus Groups Avec Les Femmes des 8 Associations

RESUMÉ

L'intervention développée dans deux communes de Conakry – Matoto et Ratoma – avec une durée de 18 mois, a prévu la formation et l'officialisation d'associations de femmes produisant des aliments nutritifs, les renforcements de capacités entrepreneuriales et techniques des associations et la sensibilisation sur la malnutrition au cours des activités des associations soutenues, afin que le revenu des mamans produisant des aliments nutritifs soit amélioré par le renforcement de leurs compétences techniques et de leur esprit entrepreneurial et associatif.

L'évaluation a porté une appréciation sur le projet selon les critères du CAD (efficience, efficacité, cohérence, couverture, impact et durabilité) et en particulier s'est concentré sur l'analyse de :

1. La cohérence du profil des bénéficiaires par rapport à la vulnérabilité économique, sociale et face à la malnutrition ; 2. L'impact nutritionnel du projet (dans les familles bénéficiaires et au sein de la clientèle/communauté); 3. L'impact socio-économique du projet sur les familles des femmes bénéficiaires ; 4. Le mode opérationnel du projet spécifiquement la plus-value du consortium dans l'expertise technique et le suivi-évaluation ; 5. La durabilité et plus-value des systèmes collectifs développés au sein des associations.

Les résultats de l'analyse menée selon les points ci-dessus mentionnés donnent les conclusions et recommandations suivantes:

Le profil socio économique des femmes est cohérent avec le niveau de vulnérabilité recherché dans le cadre du projet; cependant le pourcentage de femmes avec des enfants souffrants de malnutrition était d'environ 15%.

Il est important de réitérer que l'objectif premier du projet était celui d'améliorer le revenu des mamans produisant des aliments nutritifs. L'action des mamans orientée vers la sensibilisation et la prévention de la malnutrition est une contribution additionnelle, à l'ensemble des acteurs du secteur, pour réduire la prévalence de la malnutrition. Si on veut créer un plus fort lien entre la nutrition et la sécurité alimentaire on recommande de revoir et affiner la méthodologie de l'identification des bénéficiaires face au profil de la malnutrition.

L'impact nutritionnel du projet se limite à l'entourage familial des bénéficiaires.

Les femmes ont appliqué les enseignements reçus au sein de leur propre famille : la diversification alimentaire, l'amélioration de la bouillie, l'hygiène alimentaire et personnelle, sont les aspects les plus mentionnés par les bénéficiaires. Il n'a pas été possible de mesurer l'impact sur les clientes et sur la communauté.

Pour des prochaines interventions, on recommande de bien étudier la logique de l'intervention, surtout les liens entre le secteur de SA et le secteur de la Nutrition ainsi que les résultats attendus tout en considérant le contexte et la disponibilité des ressources. Également on recommande de bien étudier le système de mesure des indicateurs pour permettre d'évaluer l'impact éventuel sur les clientes.

Si l'objectif de l'intervention est celui d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants des deux communes, évidemment la stratégie choisie ne semble pas être la plus appropriée.

Si l'objectif de l'intervention est celui de sensibiliser les familles qui habitent dans le quartier de résidence ou de vente des mamans, il faudra prévoir depuis le début de l'intervention comment identifier et suivre tout au long du projet un group de clientes pour voir quel type de changement pourrait se produire à la fin du projet.

On suggère sélectionner des mamans qui ont, au moins en partie, une clientèle stable et évaluer au début et à la fin du projet la situation alimentaire et nutritionnelle des enfants des clientes. Il faudra aussi tenir

compte des autres facteurs externes et les isoler dans la mesure du possible. Cette option pourra aider à voir si et comment l'activité des femmes vendeuses de produits alimentaires contribue à la prévention de la malnutrition infantile dans le quartier.

L'impact socio-économique du projet sur les familles des femmes bénéficiaires est positif.

Une augmentation du revenu (d'environ 40%) de la plupart des femmes a été constaté grâce aux enseignements et le matériel que les femmes ont reçu dans le cadre du projet. Ces revenus ont été utilisés en grand partie pour subvenir aux besoins des familles notamment : l'alimentation, l'éducation et l'habillement. Egalement une amélioration de la diversification alimentaire, des mesures d'hygiène alimentaire et personnelle de la famille ont été clairement constatés. Cela amène aussi à la conclusion que les femmes ont amélioré leur capacité de gestion des besoins du ménage.

La principale recommandation est celle de continuer ce type d'intervention avec ce même groupe de bénéficiaires vu que la durée du projet a été plutôt courte pour assurer la consolidation de certains enseignement qui ne sont pas encore bien assimilés au sein des associations et des certaines femmes.

L'évaluation du modus operandi choisi, en particulier le consortium, est positive.

La plus-value du consortium réside dans la complémentarité technique de chaque partenaire, dans le système de communication ainsi que les mécanismes de suivi et évaluation mise en place, les synergies positives qui se sont créent tout au long du projet entre les 3 partenaires et finalement l'amélioration des capacités institutionnelles de chaque partenaire.

La principale recommandation dirigé au consortium est celle d'améliorer et respecter les systèmes de suivi et évaluation accordées et, surtout pour les partenaires KDF et PRIDE, d'assumer plus de responsabilité dans la gestion financière et logistique de l'intervention.

La durabilité et plus-value des systèmes collectifs développés au sein des associations est un peu faible.

Du point de vu économique, certaines associations ont bâti les bases pour poursuivre les activités; en Juillet on a constaté qu'environ le 47% des associations ont un fonctionnement correct. Malheureusement la courte durée du projet ne nous permet pas de faire à présent une appréciation fine sur la durabilité des systèmes collectifs développés. Normalement le temps de gestation et de consolidation d'une association avec ces caractéristiques est d'environ 3 ans.

Si bien la rentabilité économique de la plupart des femmes a été évalué positivement, il faut tenir compte du fait que le système d'approvisionnement des ressources nécessaires à l'activité commerciale des ces dernières est strictement lié aux mécanismes mis en place dans les associations. Pourtant même la durabilité économique des activités menées individuellement par les femmes dépende beaucoup de la durabilité des associations.

Dans la plupart des cas l'évaluation des bénéficiaires concernant la plus-value apporté par l'association est aussi positive: la solidarité, l'accès aux ressources à des prix plus avantageux, la reconnaissance externe et l'amélioration de l'auto- estime de femmes sont les aspects les plus mentionnés.

Le projet n'a pas réalisé une stratégie de sortie principalement dû à la courte durée du projet même. Dans ce sens on recommande aux trois organisations d'assurer dans le court terme la continuité et le suivi de certains aspects liés au développement et fonctionnement des associations qui n'ont pas encore finalisé ; en particulier on recommande continuer à faire des visites périodiques au près des associations, spécialement celles qui ont expérimenté le plus des problèmes.

1. CONTEXTE

La population de la Guinée estimée en 2011 est de 10 601 009 habitants. Un peu plus des deux tiers des Guinéens vivent dans des zones rurales (autour de 68 % de la population) et la moitié de la population urbaine (environ 2,5 millions d'habitants) réside dans la capitale, Conakry.

Avec huit régions administratives, elle est divisée en quatre régions naturelles. Le climat est généralement de type tropical à deux saisons : la saison sèche et la saison des pluies. Plusieurs fleuves, tels le Niger, le Sénégal et le Gambie prennent leur source en Guinée. Outre son potentiel hydrographique, la Guinée possède d'importantes richesses minérales comme la bauxite (il en est le deuxième plus grand producteur du monde), le fer, l'or, les diamants, le cobalt et l'aluminium. Néanmoins, l'agriculture demeure l'activité principale de la population.

La Guinée-Conakry se situe en queue de peloton dans le classement des pays selon l'Indice de développement humain défini par le Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP, 2010) : rang 156 (sur 169).

Par ailleurs, depuis l'année 1971 il fait partie de la liste des Pays Moins Avancés (PMA) élaborée par les Nations Unies. Les bonnes pratiques dans le cadre de la coopération internationale indiquent qu'il est important de donner la priorité aux actions contribuant au développement de ces pays.

Malgré ses importantes potentialités agricoles et minières, la Guinée demeure un pays pauvre, confronté à une situation économique difficile et régulièrement secoué par des tensions sociopolitiques. Avec un système de santé effondré, une corruption endémique et un faible taux de scolarisation, les défis pour le développement économique du pays sont énormes. La situation de sécurité alimentaire des ménages guinéens est marquée par une dégradation continue ces dernières années, avec un nombre de ménages ruraux en insécurité alimentaire qui a doublé entre 2005 et 2009. En 2012, la prévalence de la malnutrition aiguë dans le pays est estimée à 5,1% chez les enfants de moins de 5 ans et atteint 7,3% à Conakry. La malnutrition chronique touche elle 34,7% des enfants de moins de 5 ans.

A Conakry, les femmes préparent et vendent des bouillies infantiles à base de céréales dans les quartiers populaires. Les enfants sont habitués à ces repas et l'activité fournit un petit revenu aux femmes. Cependant, les femmes exerçant cette activité sont souvent très peu organisées et leurs capacités de production et de vente restent très limitées, engendrant des revenus exclusivement quotidiens. Les recettes habituelles de bouillies sont peu nutritives et leur qualité pourrait être améliorée avec des aliments locaux, ce qui augmenterait l'impact nutritionnel sur les enfants. Le rôle des « mamans bouillies » dans la prévention de la malnutrition apparaît donc très important du fait de la position de ces femmes auprès des familles pauvres et des enfants.

En 2011 et 2012, ACF a donc initié un projet pilote d'appui à ces mamans bouillies. Les résultats à la fin de cette première phase sont encourageants en termes de structuration et d'apprentissage des groupes de femmes sur les thématiques nutritionnelles. Le projet a également confirmé les potentialités de développement et de promotion de recettes nutritives et l'impact potentiel sur la prévention de la malnutrition.

Le choix des deux communes de Conakry - Ratoma et Matoto- est justifié par le fait que la première compte le plus d'individus en insécurité alimentaire (93.000) et la deuxième, la commune la plus peuplée de la Guinée (605.005 habitants), abrite aussi quelques poches d'insécurité alimentaire modérée¹. De

¹ PAM, ESAC 2009.

même c'est dans ces deux communes que l'UNICEF a observé les taux de malnutrition aiguë globale les plus élevés de la capitale (7,4% Matoto, 8,5% Ratoma²).

L'intervention développée dans ces deux communes de Conakry, avec une durée de 18 mois, visait l'amélioration des revenus des mamans produisant des aliments nutritifs ainsi que le renforcement de leurs compétences techniques et de leur esprit entrepreneurial et associatif. Pour ce faire l'action a prévu la formation et l'officialisation d'associations de femmes produisant des aliments nutritifs ; les renforcements de capacités entrepreneuriales et techniques des associations, et la sensibilisation sur la malnutrition au cours des activités des associations soutenues.

La projet a été conçu et développé dans le cadre d'un consortium composé par trois ONG: Action Contre la Faim Espagne, PRIDE GUINEE / FORMATION et KANYA DONSE FANY.

Le choix de cette mode opérationnel a été justifié par la complémentarité technique de chaque partenaire et par la stratégie de l'ACF visant le renforcement institutionnel des institutions locales.

² Enquête nationale sur l'état nutritionnel et le suivi des principaux indicateurs de survie de l'enfant. Unicef, mai 2008.

2. METHODOLOGIE

L'approche méthodologique choisie pour cette étude est de type qualitatif et participative.

Le travail a été divisé en 3 phases afin de pouvoir donner des réponses aux questions clés posées par l'institution qui a commissionné l'étude.

Pendant la première phase on a procédé à l'élaboration d'une matrice d'évaluation sur la base des hypothèses formulées à partir des documents à disposition et l'entretien avec les responsables de Sécurité Alimentaire et de Nutrition de l'ACF à Madrid.

Pendant la deuxième phase, celle sur le terrain, de façon conjointe avec l'équipe technique de l'ACF à Conakry on a défini le nombre et la typologie des associations à visiter, les acteurs à interviewer et la modalité de la réalisation du travail sur le terrain.

Finalement 8 associations ont été sélectionnées : 4 dans la commune de Matoto et 4 dans la commune de Ratoma.

Afin d'examiner les différentes caractéristiques des 15 associations, parmi les 8 on a sélectionné 1 association préexistante; 2 associations de vendeuses de produits laitiers; 4 associations de vendeuses de bouillie; 1 association de vendeuses de 2 types de produits.

Les associations visitées sont les suivantes :

Association Lannanteya de Taouyah ; Association Structurée AGSEP ; Limaniyah de Dar es salam ; Bingnè de Kaporo Centre ; Mounafangni de Gbessia Yilikoui ; Nafaya d'Entag ; Bèllèkè so boréyi de Dabompa ; Mounafanyi de Lansanaya

Le travail sur le terrain a été réalisé grâce à la collaboration de l'ancien superviseur ACF du projet, les animatrices et un formateur de PRIDE qui ont appuyé dans l'organisation des rendez-vous, l'introduction et la présentation dans les associations et surtout dans la traduction.

Les instruments utilisés³ pour le travail sur le terrain afin de contraster les hypothèses formulées initialement et en partie appuyés sur la documentation secondaire sont : des questionnaires, des entretiens avec la technique du focus group et des entretiens semi-structurés avec les acteurs impliqués dans le projet. Un questionnaire dirigé aux clientes avait été élaboré pour tester leur niveau de satisfaction cependant le Ramadan et les consignes de sécurité ont empêché son application.

En total on a réalisé 40 questionnaires (5 femmes par association) ; 8 entretiens de groupe (1 pour chaque association) avec les bénéficiaires, 1 entretien avec le staff de PRIDE ; 13 interviews individuels⁴.

Avant de finaliser la deuxième phase une séance de restitutions des premiers constats rencontrés a eu lieu avec le consortium.

La troisième phase a consisté dans la recompilation et analyse de toute l'information primaire et secondaire recueillie et l'élaboration du présent rapport d'évaluation.

Une liste détaillée des acteurs interviewés est disponible dans les documents en annexe.

³ Les canevas des instruments sont disponibles dans l'annexe III

⁴ Voir en annexe – Liste des institutions et personnes interviewés

2.1 Limitations

La limitation, la plus grande, rencontrée pendant la deuxième phase a été le développement du travail sur le terrain pendant les dix derniers jours du Ramadan. Pendant ce mois de jeûne musulman beaucoup d'activités cessent et d'autres subissent des changements d'horaire. Cette situation a limité les activités initialement planifiées dû à l'impossibilité d'observer directement les activités menées par les bénéficiaires et de rencontrer des clients.

En général les femmes étaient assez occupées dans les ménages pendant la journée. D'ailleurs la totalité des associations ont interrompu aussi les réunions et les activités groupales pendant cette période. Les vendeuses de bouillies ne vendent pas dans la matinée, seulement le soir. Cependant on a eu la chance d'observer les vendeuses de lait car elles vendent au marché toute la journée. On a aussi réalisé des enquêtes aux clientes qui nous ne reportons pas dans ce rapport pour être en totalité au nombre de quinze. La pluie aussi a constitué une limitation car dans certains cas a retardé les rendez-vous.

Une autre limitation qui mérite d'être mentionné se réfère à la précision des réponses apportées par les bénéficiaires due en partie aux difficultés de compréhension de leur part et aux aussi « effets » de la traduction.

Les résultats des données collectées et analysées ne prétendent pas avoir un niveau de représentativité sur l'ensemble des bénéficiaires, le bût principal a été celui d'extraire information depuis les bénéficiaires et les acteurs clés et confronter les différents discours avec les informations préalablement disponibles.

CONSTATIONS ET DISCUSSIONS

3.1 Efficience⁵

Normalement, l'efficience d'un projet pilote est relative. En effet la conduite d'une intervention nouvelle justifie l'investissement de moyens dans la recherche des outils et la construction de la méthodologie. En outre la limitation est due à la difficulté de trouver un projet similaire avec qui on le puisse comparer.

La plupart des activités qui ont été conçues et réalisées ont produit la plupart des résultats attendus, notamment les premières deux résultats. Pendant le travail sur le terrain on a reçu des suggestions des bénéficiaires et des partenaires à propos de comment améliorer les séances de formations et comment organiser en général les activités. Par exemple on a remarqué que dû au taux élevé de femmes non alphabétisées, il a été souvent difficile de faire retenir aux femmes le dosage des recettes ; à ce propos on suggère la réalisation d'une affiche à donner aux associations pour que toutes les femmes puissent réfléchir et comprendre le doses exactes pour l'élaboration des nouvelles recettes. De même on a constaté que pour certaines associations les endroits choisis pour réaliser les formations étaient assez éloignés de chez elles et par fois elles ne pouvaient pas arriver à l'heure. Egalement des nouvelles activités visant la sponsorship des associations du projet ont été exécutées ; il s'agit de la journée de portes ouvertes et de la participation des certaines association à la foire internationale à Conakry.

Pourtant l'analyse de l'effectivité des coûts entre les activités et les résultats correspondants révèle une relation d'adéquation.

La relation entre les temps et la quantité des activités de formation n'a pas été évaluée comme équilibrée. Plusieurs bénéficiaires et même les partenaires ont constaté que le temps entre une formation et l'autre a été plutôt court ne permettant pas de bien assimiler les enseignements reçus et surtout ils n'ont pas eu l'opportunité de faire des restitutions approfondies au reste des membres des associations.

Pour ce qui concerne les ressources financières, la distribution du budget entre coûts du programme et coûts de support est la suivante ⁶:

⁵ L'analyse de ce critère vise la réponse à la suivante question: les ressources financières ont-elles été utilisées de manière optimale pour réaliser les résultats?

⁶ Ne disposant pas du rapport final provisoire, pour le calcul on a utilisé le budget présenté à la UE tel que élaboré dans le rapport intermédiaire et les projections des dépenses élaborée par le département de l'administration de l'ACF.

	BUDGET LINES	EUROS	%
1	RH	145.822	41%
	Projet	94527	26,65%
	Support	50755	14,35%
2	Voyages	4.720	1%
3	Equipment, Matériel et Fournitures	71.025	20%
	Fonctionnement du projet	25025	7%
	Aide directe aux bénéficiaires	46000	13%
4	Bureau	44.440	12%
5	Autres coûts, Services	26.430	7%
6	Autres (appui aux bénéficiaires pendant les formations)	39.286	11%
8	Provisions	4.726	1%
9	Total coûts directes	336.449	
10	Coût indirectes	23.551	7%
	TOTAL	360000	100%

Le pourcentage du budget total consacré au programme est d'environ 50,65% ; Les coûts de support nécessaires pour la bonne réussite du projet, y compris les coûts indirects, sont d'environ 49,35%.

Lorsqu'on divise le montant global du budget (360,000.00 €) par le nombre total des bénéficiaires directes, c'est-à-dire les 300 femmes on voit que le coût par bénéficiaire est d'environ 1200 €, lorsqu'on le divise par le nombre de bénéficiaires directes et indirectes – c'est-à-dire par famille bénéficiaire du projet (sur une base de 7 membres par ménage) on voit que le coût par bénéficiaire est d'environ 171 €, un chiffre raisonnable.

Les ressources humaines assignées au projet avaient les compétences requises pour les postes couverts ; les ressources humaines impliquées dans le projet au 100% ont été environ 10. Dans l'ensemble et compte tenu qu'il s'agit d'un projet pilote, l'analyse des ressources allouées montre que, en général, les ressources humaines et financières ont été adéquates.

Au moment de la présentation du rapport intermédiaire à l'UE, le niveau d'exécution du budget était de 56% ; Actuellement, selon les prévisions réalisées par le département d'administration et finances d'ACF l'exécution budgétaire devrait être du 100%.

Par rapport au temps et les délais prévus, on a constaté que le début des activités a souffert un retard d'environ deux mois, probablement dû au changement du personnel de l'ACF, chef de file du consortium. Egalement des facteurs externes liés à la sécurité et à l'instabilité politique ont retardé l'exécution des activités, car de mesures d'hibernation ont été mis en place par l'ACF pendant cet année 2012. Ce retard a été en grand partie récupéré grâce à l'engagement de tous les partenaires du consortium et le projet a été achevé à la date prévue. Cependant on a constaté que les dernières activités ont été réalisées dans un laps de temps plus court par rapport à ce qui avait été planifié.

L'autre aspect important à souligner, est le court temps disponible pour un suivi approprié des associations. En ce sens, on craint que, en plus du retard dans le démarrage, le temps dont on a disposé n'a pas été suffisant pour pouvoir bien constater le progrès des 15 associations.

Pour la sélection et l'acquisition des biens et des outils nécessaires à la mise en place du projet, l'ACF, qui s'est chargé de cet aspect, a suivi ses procédures internes.

L'organisation du travail au sein du projet a été efficace. La distribution des responsabilités et des fonctions parmi les partenaires du consortium, avec une claire coordination de l'ACF a été positive car cette structure a permis aux partenaires, spécialement KDF et PRIDE Formation, d'apprendre des différences de chacun et d'intégrer des nouvelles procédures et outils de gestion. Le système d'information et de communication entre les partenaires du consortium a aussi été adéquat afin de permettre la réalisation des activités.

La logistique par certains membres des équipes du consortium a été signalé comme une difficulté, le projet avait à disposition un véhicule pour les deux communes et 4 motos. Malheureusement ni le superviseur de l'ACF ni les animatrices (4 de PRIDE et 2 de KDF) n'utilisées pas de moto donc cela a posé parfois des problèmes pour les déplacements des agents sur le terrain, en particulier les animateurs qui se sont chargés du suivi des associations.

Le niveau d'efficience du projet est acceptable.

Nous recommandons revoir la relation du temps versus la quantité d'activités en vu des résultats attendus; Egalement nous recommandons d'améliorer la planification des arrivés et départs des équipes, ou au moins d'assurer une passation adéquate à d'autres membres de l'équipe qui restent dans la mission, afin d'éviter des retards dans la marche du projet et des pertes d'informations entre un équipe et l'autre.

3.2 Efficacité⁷

Dans la conception de ce projet il y a eu une claire intention d'unir la problématique de la malnutrition avec les actions visant l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers des activités génératrices de revenu. Cela s'explique car plus du 90% de la population de Conakry achètent les aliments au lieu de les produire.

Les résultats du travail sur le terrain réalisé ainsi que les interviews individuelles et les sources secondaires de support dont on dispose (les rapports des partenaires), concordent dans le fait que le projet a permis aux femmes :

- a. d'améliorer leur revenu par mieux subvenir aux besoins primaires.

Une augmentation de 44% des revenus journalières des vendeuses de bouillie a été constaté par rapport au début du projet : 15,000 GNF au début du projet et 21,600 GNF en Mai 2012⁸.

Les résultats des questionnaires conduits pendant l'évaluation donnent les suivants données : 12 femmes gagnent entre 20,000 et 25,000 GNF ; 10 femmes gagnent 15,000 GNF ; 7 femmes gagnent entre 30,000 et 35,000 GNF ; 3 femmes gagnent 40,000 GNF ; 1 femme gagne 150,000 GNF ; 1 femme gagne 10,000 GNF ; 1 femme gagne 50,000 GNF. Les autres femmes n'ont pas donné de chiffres exacts, cependant 4 femmes disent gagner beaucoup plus que avant et 5 femmes disent gagner un peu plus que avant.

Toujours selon les résultats des questionnaires : 33 femmes sur les 40 ont affirmé avoir augmenté leur clientèle grâce au projet. La plupart des femmes (23/40) a affirmé avoir doublé le nombre de clientes qui sont pour la plupart journaliers.

⁷ L'analyse de ce critère vise la réponse à la suivante question : Quel est le niveau de réalisation des objectifs spécifiques ? De quelle manière les résultats obtenus ont-ils conduit à la réalisation de ces objectifs ?

⁸ Voir rapport de l'enquête de suivi des associations – Mai 2012

- b. De diversifier l'alimentation et enrichir la bouillie à l'intérieur de la famille, d'adopter des mesures d'hygiène plus salubres et d'améliorer les stratégies de gestion du ménage grâce à l'épargne qui maintenant certaines femmes sont capables de faire.

Selon le rapport de suivi de Mai 2012, le 67% des bénéficiaires affirment avoir commencé à enrichir leur bouillie pour la consommation en famille et 47% pour la vente aux clientes.

Concernant le cheminement à suivre pour un bon cheminement des recettes, le 53% des femmes on pu citer correctement toutes les étapes.

Concernant les mesures d'hygiène, en particulier pour le nettoyage et désinfection des matériels de ménage, plus de la moitié des femmes (57%) ont cité le lavage avec de l'eau et du savon et 36% ont cité l'usage des produits chlorés. 5% disent ne rien utiliser si non que l'eau simple.

Selon les résultats du questionnaire appliqué pendant l'évaluation: Les formations, les plus mentionnées par les femmes étaient la transformation des aliments (36 fois), le calcul du revenue (6 fois), les conditions d'hygiène liés aux aliments et à la personne (4 fois).

Les enseignements dérivés des formations ont été appliqués principalement au niveau des ménages (diversification alimentaire; hygiène, calcul du revenue et séparation des poches).

Par rapport au résultat lié à la prévention de la malnutrition au niveau « micro », les résultats du travail sur le terrain nous permet d'affirmer que les femmes ont amélioré leur connaissance sur les causes de la malnutrition ainsi que sur les consignes à donner pour prévenir la malnutrition.

Selon les résultats du questionnaire appliqué, la plupart des femmes ont mentionné au moins 2 des causes de la malnutrition infantile - manque d'hygiène (26); sevrage précoce (24); alimentation pauvre et peu équilibrée (22). La plupart des femmes ont mentionné au moins 2 indicateurs qui permettent d'identifier la malnutrition chez les enfants – ventre gonflé (36); présence d'œdèmes (22); les cheveux fins (12). 25 femmes ont donné des explications sur comment expliquer le problème de la malnutrition aux clientes et quel est le message à leur donner. 19 femmes ont déclaré avoir fait le dépistage ; principalement dans le quartier (10); au poste de vente (5); à la maison (4). Les enfants identifiés ont été référés au CdS. Seulement 1 femme parmi les interviewées a dit d'avoir eu un enfant qui a souffert la malnutrition (avant le projet).

Cependant si on veut évaluer les actions développées au niveau « macro » les résultats du travail sur le terrain ne nous permettent pas d'affirmer que le projet a généré une majeure prévention de la malnutrition au niveau des communes de Ratoma et Matoto.

Cela est dû principalement à deux facteurs : le premier est la ratio inadéquate entre le nombre de bénéficiaires total du projet (300 femmes) et le nombre de la population des deux communes (Matoto environ 600,000 et Ratoma environ 900,000); Le deuxième facteur réside dans la conception et structuration de l'intervention même car le composant visant la formation des mamans sur la prévention nutritionnel «à grand échelle» n'a pas été développé suffisamment pour pouvoir évaluer une éventuel obtention des effets désirées.

De même le projet n'a pas pris en compte d'autres facteurs importants comme par exemple le temps nécessaire pour former les mamans, leur motivation, les conditions de la vente (souvent les clients au marché sont assez pressés), les préférences et les goûts des clientes, les prix des denrées et la disponibilité et acceptation des clientes à être sensibilisés (par fois la légitimité des femmes pour faire ce type de travail a été mise en cause).

Ainsi l'ont démontré les résultats du travail sur le terrain (Focus group et questionnaire), les interviews individuelles et les sources secondaires consultées⁹.

D'autre part on a constaté que les synergies entre les Centres de Santé (CdS) et les associations n'ont pas été fomentées. Egalement les résultats des enfants dépistés et référés au CdS montrent une claire faiblesse des mamans dans le ciblage des enfants malnutris¹⁰.

L'analyse de besoins des femmes vendeuses de produits alimentaires a été réalisée à partir des connaissances acquises par l'ACF dans les dernières années d'intervention à Conakry ; cependant les femmes vendeuses d'aliments pour les enfants n'ont pas participé activement dans cette analyse (au moins de façon formelle). En outre les femmes bénéficiaires du projet ont été choisies une fois approuvées le projet par le bailleur.

Le cadre logique garde une corrélation claire de type cause-effet entre les premiers 2 résultats et l'objectif spécifique attendu. Le lien entre les deux premiers résultats et le troisième n'est pas évident, il n'y a pas une causalité claire, au contraire il y a un saut entre le niveau des associations et la population de Conakry. Probablement la réalisation d'un arbre de problèmes aurait mis en évidence cette déficience.

Egalement lors que on analyse le temps et les activités consacrés à l'atteint du résultat n. 3 on voit que l'effort réalisé dans l'exécution des activités n'était pas proportionnel avec les effets attendus. Les activités prévues étaient : 1 formation des mamans des associations sur les connaissances de base de la malnutrition ; la sensibilisation des clientes sur la problématique de la malnutrition, la réalisation du dépistage et la référence des enfants malnutris.

La formation a eu une durée total de 6 heures qui a produit (out-put) une connaissance de base des femmes sur la problématique nutritionnelle, comme on a démontré par les constats réalisés pendant le travail sur le terrain et aussi par le rapport de suivi réalisé par le consortium. Toujours dans les 6 heures de formation les mamans ont aussi reçu des explications sur comment réaliser le dépistage des enfants avec MAS et MAM. Il faut tenir compte du fait qu'un niveau d'alphabétisme de base est nécessaire pour réaliser le dépistage car cela demande le remplissage d'une fiche et des méditations. Donc il semble difficile que avec une formation de 6 heures toutes les femmes aient appris à bien faire le dépistage et la référence et aussi avoir acquis les capacités adéquates pour faire la sensibilisation nutritionnelle. L'ACF a travaillé pendant 3 ans avec une structure de relais communautaires pour les former justement dans ce type de tâche entre autres choses.

Par rapport à la rédaction de l'objectif final d'un projet/programme il est important préciser que celui doit rendre compte du/des changements qui se sont produits dans la population grâce au projet.

⁹ Résultats du questionnaire - La plupart des femmes ont mentionné au moins 2 des causes de la malnutrition infantile - manque d'hygiène (26); sevrage précoce (24); alimentation pauvre et peu équilibrée (22)

La plupart des femmes ont mentionné au moins 2 indicateurs qui permettent d'identifier la malnutrition chez les enfants – ventre gonflé (36); présence d'œdèmes (22); les cheveux fins (12)

25 femmes ont donné des explications sur comment expliquer le problème de la malnutrition aux clientes et quel est le message à leur donner

19 femmes ont déclaré avoir fait le dépistage principalement dans le quartier (10); au poste de vente (5); à la maison (4). Les enfants identifiés ont été référés au Centre de Santé.

Seulement 1 femme parmi les interviewées a dit d'avoir eu un enfant qui a souffert la malnutrition (avant le projet).

¹⁰ Résultat des Rapports d'activités Mai, Juin et Juillet - En Mai le nombre d'enfants arrivés était 63, dont 23 ont été admis. En juin le nombre d'enfants arrivés était 91, dont 52 ont été admis ; En Juillet le nombre d'enfants arrivés était 43, dont 20 ont été admis. En total 5179 enfants ont été dépistés

INDICATEURS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE	Niveau d'atteint des Indicateur selon le rapport de Juillet 2012
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le revenu des mamans bénéficiaires du projet augmente de 20 %. ▪ La clientèle des associations augmente de 40 % entre le début et la fin de l'intervention. ▪ Les connaissances nutritionnelles des mamans bénéficiaires sont améliorées. 	<p style="text-align: center;">100%</p> <p style="text-align: center;">Environ 85%</p> <p style="text-align: center;">100%</p>

Le niveau d'atteint du première indicateur est de plus du 100%, cependant pour des nouvelles interventions on suggère améliorer la méthodologie utilisée pour la médiation (on a trouvé que pendant l'élaboration de la ligne de base les femmes ne savaient pas faire la distinction entre recettes et revenu donc le montant approximatif qu'elles ont donné pouvaient ne pas être toute à fait correct) pour mieux pouvoir prouver que les changements ont été dû principalement au projet. Il est vrai aussi, comme remarqué par les équipes, qu'il s'agit d'un sujet délicat et qu'il est normal de trouver de femmes réticentes à cette question.

Le deuxième indicateur a été atteint au 85% ; réellement il a été plutôt difficile de mesurer l'augmentation de la clientèle et l'attribuer exclusivement au projet. Egalement dans une nouvelle proposition on propose la mise en place d'un système de suivi de l'évolution des activités de vente des femmes, leur permettant de quantifier le nombre de clientes acquises.

Le troisième indicateur a été atteint, cependant il faudrait préciser que les femmes ont amélioré leur connaissance de base sur la nutrition.

Les indicateurs de l'objectif spécifique et des résultats 1 et 2 du cadre logique en général sont spécifiques, mesurables, accessibles, relevant et définis dans le temps¹¹.

Les indicateurs liés au troisième résultat sont plus difficiles à mesurer pour les raisons mentionnées avant. Il semble que 2 de trois indicateurs ne pourront pas être atteints au 100%.

L'équipe du Consortium avait déjà identifié cette difficulté et lors de l'élaboration du rapport intermédiaire a proposé une reformulation de l'indicateur n. 3 du troisième résultat, en réduisant le nombre d'enfants référés à 500 au lieu de 1000.

En résumé le niveau d'atteint des indicateurs des résultats du projet est le suivant :

¹¹ SMART (Specific, Measurable, Achievable, Relevant, timely)

RESULTATS	Niveau d'atteint des Indicateur selon le rapport de Juillet 2012
<p>R. 1</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des associations soutenues disposent d'un règlement d'ordre intérieur et ont déposé une demande d'agrément auprès de la commune 	<p>100%</p>
<p>R. 2</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les associations du projet sont en mesure de tenir un livre de caisse et sont capables de mesurer leurs coûts de production et bénéfice ▪ Le conditionnement et la composition des produits vendus par les groupements est amélioré. ▪ La valeur nutritive des aliments produits est améliorée (équilibre des groupes d'aliments). 	<p>30% pour les livres de caisse ; 100% pour le coût de production</p> <p>82% et 47% des femmes ont amélioré respectivement le conditionnement et la composition des produits vendus.</p> <p>Au niveau équilibre en macronutriments : 56% glucides, 11% protides, 33% lipides</p>
<p>R. 3</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 80% des mamans bénéficiaires connaissent les 3 groupes d'aliment ▪ Les membres des associations savent utiliser correctement un ruban de périmètre brachial. ▪ 500 enfants malnutris sont référencés vers les structures de santé appropriées. 	<p>96%</p> <p>Non évalué¹²</p> <p>380 enfants référés</p>

En résumé, le projet a permis d'atteindre l'objectif spécifique grâce à l'atteint des deux premières résultats, cependant le troisième résultat a été atteint partiellement et il n'a pas vraiment contribué à l'atteint de l'objectif spécifique.

Les sources principales de vérification sont les rapports de l'équipe qui conforme le consortium, le résultats des test pre et post formations, les enquêtes de suivi et la ligne de bases et les donnés statistiques des CdS, les photos, les documents officiels des associations.

Concernant les hypothèses formulées, celle qui concerne le niveau des femmes alphabétisées a constitué un des principaux obstacles. Le pourcentage estimé de femmes lettrées dans le projet a été d'environ 19%¹³. Si bien l'hypothèse accepte la viabilité des activités avec au moins le 20% de femmes alphabétisées, pendant l'exécution du projet les équipes ont constaté que la relation entre le pourcentage de femmes alphabétisées (20%) et non alphabétisées (80%) n'est pas assez équilibrée. Il faudrait donc augmenter le nombre de membres alphabétisés dans chaque association (entre 30 et 40%) afin de garantir une participation plus important des membres à certaines activités de l'association.

L'autre aspect à considérer par rapport à la disponibilité des aliments qui vaut la peine mentionner - même si cela n'a pas vraiment empêché l'exécution des activités – était la disponibilité des feuilles de Moringa.

¹² Cependant une évaluation rapide réalisée par l'équipe du projet au près des femmes, après avoir réalisé la formation en nutrition, montre comme résultat que le 75% des femmes savent utiliser correctement le ruban MUAC

¹³ Enquête de référence – Aout 2011 « près de 68% des femmes sont analphabètes et 13% au niveau primaire. Vu que l'évaluation de celles du niveau primaire ne reflète pas leurs dits, nous pouvons considérer qu'il serait donc très important de renforcer cet aspect en vue d'une conservation des acquis »

L'ONG partenaire KDF a promu l'utilisation des feuilles de Moringa dans la bouillie, des démonstrations culinaires et des dégustations ont été réalisées dans le cadre du projet. Apparemment cette plante est riche en protéines et en vitamines. Malheureusement le marché actuel à Conakry ne compte pas avec une suffisante disponibilité de ce produit, donc l'expériment de l'amélioration de la bouillie avec les feuilles séchées du Moringa n'a pas pu être testé avec les clientes.

Finalement le contexte a souffert des changements qui ont retardé l'exécution: l'inflation qui a causé une hausse des prix des aliments, la situation politique instable et les risques dans la sécurité ont engendré des retards dans le calendrier des activités. Ainsi les changements dans l'équipe de l'ACF et le démarrage de la coordination du consortium ont causé des retards dans la marche du projet.

Concernant l'analyse d'autres stratégies possibles dans le cadre des AGR, pour atteindre l'objectif spécifique, à partir du travail sur le terrain et les échanges avec certains membres de l'équipe, il semble que au moment de l'élaboration du projet la possibilité d'utiliser des AGR individuels n'a pas été analysées.

Pour mieux l'expliquer il convient de faire une brève référence à la stratégie des AGR.

Dans des contextes où la population est confrontée à un problème chronique d'insécurité alimentaire et lorsque les mécanismes d'adaptation sont faibles et les difficultés structurelles importantes, on peut soutenir et promouvoir les AGR dans l'objectif d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et les conditions de vie de la population vulnérable de manière chronique.

Les interventions à un niveau individuel permettent de travailler auprès d'une catégorie déterminée de la population qui partage des caractéristiques communes et de diriger l'intervention vers un groupe clairement limité de personnes vulnérables. Cependant, cela peut rendre difficile l'apport d'un soutien quotidien et le développement des aspects techniques et de gestion des activités menées par les bénéficiaires.

La promotion des AGR impliquant un travail de groupe offre certains avantages, parmi lesquels: profiter des connaissances, de l'expérience et des diverses capacités que les différents membres du groupe ; la disponibilité, dans certains cas, d'une plus grande main d'œuvre ; la répartition des tâches menant à la spécialisation des membres du groupe ; la force et la capacité pour négocier les ventes et les achats ; la disponibilité d'une majeure quantité de produits; le renforcement des liens sociaux, la solidarité et l'intégration entre les membres du groupe ; etc.

Cependant, il n'est pas toujours facile de tirer profit de ces avantages, car il existe aussi des risques, quant à la réussite du travail de groupe, qu'il faut évaluer. La liste suivante comprend certains de ces facteurs de risques: les membres du groupe ne partagent pas d'intérêts ou d'objectifs communs ; l'incapacité réelle à former un groupe; l'incapacité des membres à assumer leurs responsabilités ; le manque de transparence et de démocratie dans le fonctionnement du groupe ; l'existence de dynamiques internes qui posent problèmes et manque de capacité à résoudre les conflits ; la répartition inégale des tâches ; le contrôle du groupe pour une minorité, etc. Pour pouvoir prendre une décision, il faut évaluer les avantages et les inconvénients de toutes les possibilités et essayer d'éviter l'apparition de risques identifiés.

On peut apporter, au sein du même programme, un soutien aux AGR au niveau individuel et au niveau de groupe.

L'organisation sociale habituelle dans la zone est l'un des facteurs les plus importants à prendre en compte en définissant le niveau d'intervention. Il ne faut pas forcer les changements dans le système organisationnel mais renforcer les structures et les relations pré existantes.

Le processus de changement social nécessite énormément de temps. Les interventions qui soutiennent et renforcent les organisations sociales existantes permettent une appropriation plus aisée des bénéficiaires demandent moins d'effort en termes de ressources et donnent généralement de meilleurs résultats.

Groupe ou individus, de toutes les façons pour la promotion des AGR, la motivation de la population bénéficiaire est essentielle, aussi l'auto-sélection doit également faire partie de ce processus. La participation de la communauté doit être incluse dans toutes les étapes du programme, de l'évaluation des besoins et le choix de la stratégie à la mise en œuvre. Cette participation est un des piliers sur lesquels les AGR sont construites.

Finalement, lors qu'on examine la stratégie adoptée on s'aperçoit que depuis le début une seule alternative a été prise en considération. On remarque aussi que plusieurs pas décrits ci-dessus n'ont pas été parcourus. Probablement celle-ci est la raison pour la quelle d'autres alternatives n'ont pas été prises en compte.

Le projet a été efficace car il a permis d'atteindre l'objectif Spécifique grâce à l'atteint des deux premières résultats, cependant le troisième résultat a été atteint partiellement et il n'a pas vraiment contribué a l'atteint de l'objectif spécifique.

Coordination

Dans le cadre du projet des aspects de coordination ont été identifiés et évalués. En particulier: la coordination entre les partenaires du consortium; la coordination du consortium avec les institutions de santé (la Direction d'Alimentation et Nutrition - DAN, la Direction Communale de Santé –DCS et les Centres de Santé - CdS), avec les Directeurs de Micro Réalisation (DMR) au niveau des communes de Matoto et Ratoma, dépendent du Ministère de l'Administration du territoire et de la centralisation, ainsi que avec la Direction communale de la Promotion Féminine. Des entretiens individuels avec la plupart de ces acteurs se sont tenus.

La relation entre les partenaires du consortium sera analysée dans un autre document à part car le mécanisme de fonctionnement et les résultats atteints ont été considéré comme un exemple de bonne pratique.

Les DMRs ont appuyé le processus administratif de légalisation des groupements en association, premièrement avec l'obtention des récépissés provisoires pour chaque association qui a une validité d'une année et deuxièmement avec l'obtention des agréments officiels pour chaque association. Cette deuxième étape n'a pas été encore achevée et il dépendra du suivi que le consortium sera capable de faire dans les prochains mois. Autrement l'implication des DMRs et des Présidentes de la Promotion Féminine dans le projet a été pauvre. Ils ont participé très peu aux activités promues par le projet. Cela est du au manque de motivation d'une part mais aussi au manque de budget et de ressources pour pouvoir faire le travail sur le terrain. Il est peu probable que ces deux services puissent appuyer dans le future les associations.

Bien que le consortium ait informé les CdS du projet il n'y a pas eu des synergies entre les CdS, le dispositif des Relais communautaires et les mamans des associations. L'implication des Centres de Santé de Matoto et de Ratoma a été assez faible. C'est seulement à partir du mois de Mai 2012 que l'activité a démarré et que les responsables de Nutrition des CdS ont commencé à enregistrer les enfants référés par les femmes des associations.

3.3 Impact¹⁴

L'analyse de l'impact réalisée est plutôt de court durée car les effets de longue durée sont mesurables seulement après un laps de temps d'entre 6 et 12 mois une fois finalisée l'intervention.

Toutefois, et avec les éléments et données disponibles on a pu identifier certains effets positifs et négatifs, primaires et secondaires, produits directement ou indirectement par l'intervention, intentionnellement ou non.

Comme déjà mentionné, le projet a permis d'atteindre l'objectif spécifique, cependant les effets que les résultats ont engendrés sur l'objectif général par rapport à la prévention de la malnutrition se limitent à l'entourage familial. Donc dans cette perspective on peut affirmer que le projet n'a pas engendré des effets à grande échelle en faveur de la prévention de la malnutrition dans les deux communes d'interventions.

Les résultats du travail sur le terrain nous amène à affirmer que parmi les enseignements dérivés des formations les principaux changements se sont réalisés au niveau des ménages. Les apprentissages, les plus mentionnés étaient: la diversification alimentaire; hygiène, le calcul du revenu et la séparation des poches.

Les questionnaires et les focus groups ont montré aussi que les femmes ont amélioré leur connaissance de base sur la problématique de la malnutrition ; parmi les associations visités, trois (AGSEP, Bèlèkhè So Boréy y Mounafanyi de Lansanaya) ont eu des initiatives orientées vers la sensibilisation des populations (les clientes, les élèves, les voisins) sur les causes et la prévention de la malnutrition. Deux des ces trois associations avaient déjà une connaissance préalable de la matière comme c'était le cas de AGSEP, qui depuis sa création a développé un volet Santé, et Belekhé dont les membres, étant part d'une autre association du quartier, avaient déjà réalisé des activités de sensibilisation. Ces 3 associations ont introduit dans leur planification la réalisation des sessions spécialement dédiées à la sensibilisation nutritionnelle. Cependant et avec les ressources actuellement à disposition, il est difficile d'identifier les effets produits par les sensibilisations sur la population.

Il faut aussi tenir compte du fait que le pourcentage de mamans bénéficiaires du projet avec enfants malnutris au début du projet était d'environ 15%. Parmi les 68 femmes interviewées seulement une a affirmé d'avoir eu un enfant malnutri avant le projet. Le reste des femmes n'ont pas vécu directement cette situation dans leur noyau familial.

Une fois dit cela, le projet a engendré beaucoup d'effets prévus et non prévus, la plupart entre eux positives.

À continuation se résumant les principaux effets du projet sur les bénéficiaires, sur les institutions du consortium et sur les autres acteurs :

Bénéficiaires

- L'augmentation des revenus et donc une majeure capacité de contribution financière aux dépenses du ménage
- Une majeure solidarité et union parmi les femmes (surtout pour les cas sociaux)

¹⁴ L'analyse de ce critère vise la réponse aux suivantes questions: Quelles ont été les conséquences positives et négatives?. L'impact désiré a-t-il été réalisé et quels sont les impacts non attendus du programme?

- L'application des nouvelles stratégies au niveau du ménage et aussi au niveau de l'activité de vente (conservation des aliments de saison ; amélioration de la bouillie)
- Le désir d'avoir d'autres formations complémentaires (ex. alphabétisation)
- Une amélioration dans les conditions d'hygiène de la famille (personnelle et alimentaire);
- La découverte de l'esprit entrepreneur de certains membres: grâce aux formations elles ont eu l'opportunité de développer d'autres AGR qui leur apportent plus de revenu
- Au moins 3 associations ont « des projets » à long terme
- Les opportunités offertes par le projet pour se faire connaître en tant que association (journée porte ouverte ; foire)
- Une majeure reconnaissance de leur travail de la part de la population du quartier en tant que association
- Une augmentation de l'auto estime
- Dans certains cas le projet a engendré des crises internes et/ou des conflits de pouvoir dans les associations
- Certaines femmes ont éprouvé une forte obligation de faire la contribution à l'association
- Les femmes ont dû dédier plus de temps pour assister aux activités du projet
- L'exclusion des hommes dans le projet
- La charge du travail lourd sur les femmes
- Le fait d'être étiquetées comme « Mamans Bouillie » pouvait être considéré comme nuisible ne permettant pas d'être reconnues comme vendeuses d'autres produits alimentaires. Ainsi l'apode « maman bouillie » pourrait rendre difficile une éventuelle insertion d'hommes dans l'association.
- L'exclusion d'autres femmes vendeuses qui voudraient améliorer leur revenu mais qui ne sont pas intéressées aux associations

Les Partenaires

- Les Partenaires KDF et PRIDE ont amélioré leur système de gestion financier et technique
- Les partenaires KDF et PRIDE ont accès à des nouveaux bailleurs
- L'ACF a accomplis avec des résultats dans le cadre de ses objectifs stratégiques
- Les trois partenaires, surtout KDF et PRIDE, sont mieux connus dans les deux communes: Ratoma et Matoto
- La volonté de continuer à travailler ensemble dans une possible deuxième phase

Les institutions locales

La Direction de Micro- réalisation de Matoto et de Ratoma n'a pas empêché la formalisation des associations

À continuation s'analysent les principaux points forts et points faibles de ce projet.

Points forts

- L'obtention de l'objectif spécifique et des résultats, spécialement le première et le deuxième
- Les activités du projet étaient en accord avec les habitudes et les coutumes des bénéficiaires
- Le projet constitue un premier essai pour lier la problématique de la malnutrition avec la sécurité alimentaire
- L'implication de l'équipe sur le terrain
- Les équipes étaient qualifiées
- L'adaptation des membres des équipes aux différents groupes ethniques conformant les associations
- La flexibilité dans la révision des programmes de formation dans le but de les adapter le plus possible aux besoins et capacité des bénéficiaires
- L'existence de bonnes relations avec les autorités locales dans le but de faciliter le processus de légalisation des groupes
- Les mécanismes mis en place par le consortium.

Points faibles

- L'obligation des femmes à se réunir en groupe et association pour participer du projet
- La participation passive de certaines femmes due aussi aux dynamiques créées dans certaines associations
- Le démarrage tardif du projet a engendré comme conséquence un calendrier assez dense des formations ; peu de temps pour le suivi ; l'achèvement des activités dans les derniers jours du projet.
- La catégorie de femmes « vendeuses » n'ont pas participé dans la phase d'identification du projet (au moins de manière formelle)
- L'absence d'analyse d'autres alternatives possibles pour atteindre l'objectif final prédéterminé
- L'exclusion des hommes et des jeunes dans le projet
- Les formations orientées et structurées initialement pour un public lettré; certaines formations étaient trop théoriques (ex. gestion avancée)
- Le composant nutritionnel n'a pas été bien désigné et intégré dans le reste des activités du projet
- La stratégie de sortie n'a pas été considérée depuis la conception du projet même
- La durée du projet est assez courte

- Le faible engagement des autorités locales, surtout pour un accompagnement des associations après la fin du projet.
- Faible implication des Centres de Santé.
- La faible probabilité de la pérennisation d'une part des associations
- La faible coordination entre les équipes de nutrition et ceux de la sécurité alimentaire de l'ACF.

*En conclusion, le projet a produit plusieurs **effets positifs** sur les bénéficiaires et les partenaires du consortium. Le défi actuel est voir dans quelle mesure on peut retenir certains changements générés sur la population bénéficiaire.*

L'identification de points forts et faibles donnera des orientations pour des nouvelles interventions.

3.4 Pertinence¹⁵

L'analyse des besoins réalisée au moment de la conception de ce projet est appropriée.

À Conakry, l'achat est pour la majorité de la population la principale source d'approvisionnement alimentaire. C'est le cas pour **94,8%** des ménages de la commune de Matoto¹⁶. Le revenu des ménages a donc une influence prépondérante sur leur sécurité alimentaire. En améliorant le revenu de ménages vulnérables, l'intervention peut réduire le risque de les voir tomber en insécurité alimentaire.

Le choix des deux communes - Ratoma et Matoto- se justifie car la première compte le plus d'individus en insécurité alimentaire (93.000) et la deuxième, la commune la plus peuplée de la Guinée (605.005 habitants), abrite aussi quelques poches d'insécurité alimentaire modérée¹⁷. Cela est aussi directement lié avec les causes sous jacentes de la malnutrition au niveau des ménages, c'est-à-dire : l'accès insuffisant à l'alimentation et les mauvaises pratiques de soins mère-enfant.

Dans ce sens l'intervention a voulu sensibiliser les mamans bénéficiaires à la malnutrition.

Comme on a déjà constaté, l'intervention aurait permis de participer tant au niveau micro (amélioration du revenu des ménages bénéficiaires) qu'au niveau macro (sensibilisation nutritionnelle d'une partie de la population des communes de Matoto et Ratoma) à la prévention de la malnutrition à Conakry¹⁸. Egalement, c'est dans ces deux communes que l'UNICEF a observé les taux de malnutrition aiguë globale les plus élevés de la capitale (7,4% Matoto, 8,5% Ratoma¹⁹).

Pendant le travail sur le terrain une question directe sur les besoins en ordre de priorités a été posée aux bénéficiaires ; les principaux besoins identifiés par les femmes en ordre de priorité sont : l'alimentation, la santé et l'habillement²⁰.

Pourtant on peut affirmer que l'analyse des besoins du projet répond en grand mesure aux besoins manifestés par ces femmes.

Toutes fois à la question: avez-vous participé dans la phase d'identification de la proposition ? Avez-vous été consulté sur le type de formations que vous auriez voulu recevoir, le temps, les dons et les services ?

¹⁵ L'analyse de ce critère vise la réponse aux suivantes questions: Le projet est-il ou était-il celui qui répond(ait) le mieux aux besoins existants dans la zone? Les objectifs sont-ils bien identifiés?. Ce schéma continue-t il à répondre aux besoins existants?.

¹⁶ Source : Étude de Base sur la Sécurité Alimentaire et sur la Vulnérabilité de la commune de Matoto. ACF-E, novembre 2009.

¹⁷ PAM, ESAC 2009.

¹⁸ PAM, ESAC 2009.

¹⁹ Enquête nationale sur l'état nutritionnel et le suivi des principaux indicateurs de survie de l'enfant. Unicef, mai 2008.

²⁰ Voir les résultats des questionnaires

Avez-vous exprimé depuis le début le désir de vous réunir en association ? La réponse dans tous les cas a été négative.

Cela veut dire que si bien les besoins identifiés par le consortium étaient assez en consonance avec les besoins exprimés par les femmes, cependant les modalités d'exécution de l'intervention n'ont pas vraiment pris en compte les préférences des femmes ; ces dernières n'ont pas eu l'opportunité de donner ses préférences par rapport aux recettes d'aliments, aux type et modalité de formations et non plus sur la modalité des AGR (groupe ou individuel) .

D'autre part on a constaté aussi que les activités développées dans le projet ont été en consonance avec les habitudes et les coutumes des bénéficiaires. Dans ce sens l'ACF, qui avait déjà des interventions dans la ville et des femmes parmi les bénéficiaires, avait remarqué dans plusieurs occasions l'existence d'un certain type d'association (plutôt informelles) de quartier nommée « seret » exclusive pour les femmes. Le but de ces groupes peut être assez divers toutefois sont les seret qui se chargent des « cas sociaux » (un mariage, un décès, un voyage, une maladie, etc).

Finalement, par rapport aux résultats attendus, on peut dire que le projet a contribué à améliorer les revenus des femmes bénéficiaires et leur a donné des connaissances de base sur la problématique nutritionnelle.

Le projet s'évalue comme très pertinent vis-à-vis des besoins et le contexte d'intervention; toutefois on remarque le manque de participation active des bénéficiaires dans la formulation du projet.

3.5 Cohérence

Par rapport aux bénéficiaires

Comme on l'a déjà dit les bénéficiaires du projet ont été sélectionnées sur la base de certains critères prédéterminés. Afin d'évaluer la cohérence de ce choix il faut analyser le profil des bénéficiaires par rapport à leur vulnérabilité économique, sociale et face à la malnutrition.

Lors qu'on examine le profil des ménages les plus vulnérables dans la ville de Conakry, plus particulièrement dans les deux communes de Ratoma et Matoto, on observe que²¹ la source principale d'approvisionnement alimentaire est l'achat. Seulement un pourcentage résiduel des ménages a comme principale source de nourriture l'agriculture.

Les chefs de famille présentent un faible niveau d'éducation, particulièrement lorsque le chef de ménage est une femme. En effet, la plus part des chefs de famille femmes n'ont jamais reçu d'éducation. Aucun ménage dont les mères sont chefs de ménage et qui ont fait des études supérieures sont en insécurité alimentaire sévère. Les enfants, dont les mères n'ont pas eu d'instruction sont plus souvent admis dans un centre nutritionnel que les mères qui ont eu une éducation.

Les ménages vulnérables en général ont une connaissance relativement faible de l'importance de l'alimentation de complément et de l'âge à laquelle elle doit être introduite. Il est intéressant de constater la faible connaissance des différents groupes d'aliments ainsi qu'une connaissance relativement faible de l'importance d'apporter une augmentation des liquides et des aliments solides pendant la maladie.

²¹ Voir l'étude sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité réalisé par ACF à la fin du 2009 sur la commune de Matoto ; CAP Matoto 2010 – ACF.

La moitié des ménages ont au moins deux activités principales comme sources de revenus qui sont le salaire mensuel et le travail journalier.

En général, les connaissances sur l'eau en tant que facteur de transmission de maladies restent assez connues par la population mais avec des aspects à renforcer.

Les dépenses alimentaires mensuelles sont en moyenne nettement plus élevées pour les ménages en classe de consommation acceptable que pour ceux en classe de consommation pauvre. Le pourcentage élevé des dépenses alimentaires parmi les dépenses totales empêche les ménages d'investir dans des biens de production ou autres (comme l'éducation) qui sont nécessaires à l'amélioration de leur niveau de vie.

De même, l'enquête de référence réalisée pendant le premier semestre de l'intervention donnait des informations concernant le profil des femmes comme suit :

Le 60% des femmes sont en âge de plus de 35 ans, 80% sont mariées (sachant que 53% de leurs mari ne font aucune activités) les autres étant veuves ou célibataires, avec un nombre de près de 51% ayant plus de 4 enfants. Ceci montre que ces femmes sont presque toutes chef de ménage. Près de 68% des femmes sont analphabètes et 13% au niveau primaire. Vu que l'évaluation de celles du niveau primaire ne reflète pas leurs dits, nous pouvons considérer à 81% (68% + 13%) le nombre d'analphabètes (comme indiqué dans la proposition). Il faut signaler que le niveau appelé secondaire 14% est un niveau qui peut être considéré comme primaire donc pas trop significatif.

Le coût du panier alimentaire, en moyenne, varie entre 30 000 gnf (3.5 euro) à 55 000 gnf (6 euro) par jour, pour des ménages de taille allant de 8 à 13 personnes. Ce chiffre englobe tous les frais (ingrédients, riz, énergie). Le revenu moyen journalier des femmes bénéficiaires du projet est entre 20.000 et 30.000 GNF. C'est-à-dire que les femmes avec leur activité commerciale peuvent couvrir entre le 30 et le 60% des besoins de la famille.

L'analyse de ces données et les résultats du travail sur le terrain nous confirment que la plupart des femmes sélectionnées par le projet se trouvent en situation de vulnérabilité, car la plupart d'entre elles est obligée à vendre de la bouillie ou du lait ou bien d'autres produits alimentaires pour pouvoir subvenir aux besoins primaires de la famille, entre ces derniers premièrement l'alimentation. Environ 15% des femmes bénéficiaires se trouvent dans une meilleure situation socio-économique par rapport au reste.

Pourtant on peut affirmer que le profil socio-économique des femmes est cohérent avec le niveau de vulnérabilité recherché dans le cadre du projet.

Par rapport à la malnutrition, la dernière enquête nationale -avec la méthodologie SMART- menée en Décembre 2011 montre que la prévalence de la malnutrition aiguë globale est de 5,1% dont 1,1% sous sa forme sévère. Dans la région de Conakry, 7,3% des enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aiguë globale (MAG) dont 1,6% sous sa forme sévère et c'est malgré une accessibilité relativement satisfaisante pour cette région. En termes de MAG cette enquête montre donc que la région de Conakry est la plus vulnérable.

La problématique de la malnutrition reste étroitement liée au comportement sanitaire de la communauté du point de vue des pratiques, des attitudes et des connaissances. La recrudescence de la malnutrition dans le milieu urbain est accentuée par une conjoncture économique caractérisée par la hausse des prix des céréales sur les marchés et dans un environnement sanitaire exacerbé par l'apparition des épidémies de choléra.

Dans le cadre d projet, on a constaté que le pourcentage de femmes avec enfants qui avaient souffert de malnutrition aiguë est plutôt faible - au moment de l'identification des bénéficiaires était d'environ un 15%. Ces données peuvent nous amener à deux types de lectures, qui ne sont pas exclusives et qui de toutes les façons nécessiteront un approfondissement. La première se réfère au niveau socio économique des

femmes ; la plupart des bénéficiaires se situeraient dans la catégorie des « vulnérables » et non pas parmi « le plus vulnérables » ; cela pourrait se justifier grâce à l'appui de l'entourage familiale avec d'autres ressources disponibles pour subvenir aux besoins des enfants.

La deuxième lecture possible, est ce que l'influence d'autres causes de la malnutrition, ait un poids aussi prépondérant, car comme on l'a constaté, cette problématique n'est pas seulement liée à l'alimentation mais aussi à d'autres facteurs culturels et environnementaux, entre autres.

Par rapport aux Partenaires

Le projet est cohérent avec les priorités des partenaires du consortium:

pour L'ACF, premier précurseur de l'action, le principal objectif stratégique est la lutte contre la malnutrition aiguë en Guinée. Dans ce cadre les actions de sécurité alimentaire, ainsi que celles orientées vers un meilleur accès à l'Eau et l'assainissement, sont conçues comme complémentaires aux stratégies de lutte contre la malnutrition aiguë, d'accord à l'arbre conceptuel des causes de la malnutrition. Cela explique l'intention de lier les interventions de sécurité alimentaire avec la réduction de la malnutrition aiguë.

Le partenaire Pride Guinée Formation, depuis 2002 travaille dans le domaine de la formation des entrepreneurs. Leur vision est celle de développer une nouvelle génération d'entrepreneurs sains et réussis enfin d'en faire un modèle en Afrique. Ils ont une expérience solide tout au long du pays et ils ont travaillé dans des projets de différente échelle et durée. Pourtant l'expertise de Pride était assez en ligne avec la transformation prétendue par le projet.

Kanya Donse Fany est un ONG avec une longue expérience dans le travail communautaire de base. Leur principal expertise est la transformation alimentaire avec les produits locaux afin de garantir une majeure sécurité alimentaire. Leur travail vise aussi la sensibilisation des femmes pour l'introduction de bonnes pratiques d'hygiène alimentaire et personnelle.

D'accord avec les besoins des bénéficiaires on peut déduire que les trois partenaires avaient l'expertise appropriée pour aider les femmes à faire face à un des besoins primaires : garantir l'alimentation à sa famille.

Le projet est aussi en consonance avec une des politiques nationales du nouveau gouvernement qui vise la réduction de la pauvreté, problème multi-causal qui demande une réponse globale. Toutes les initiatives orientées vers une amélioration de la sécurité alimentaire contribuent aussi à la réduction de la pauvreté. Par ailleurs on n'a pas rencontré des liens directs entre les buts du projet et les politiques de développement local qui ne sont pas très bien définies.

De même le projet est en consonance avec une de priorités du ministère de la Santé, la réduction de la malnutrition tout en renforçant la prévention.

Du point de vue des politiques de genre, le gouvernement semble promouvoir un approche de « empowerment » de la femme plutôt que « d'égalité » d'opportunités entre hommes et femmes. Cela est assez en ligne avec les actions promues par le projet.

Le projet s'est aussi inscrit dans les priorités fixées par la délégation de l'UE en Guinée Conakry pendant le 2009 et 2010. L'objectif général des Programmes dirigés aux Acteurs Non Etatiques (ANE) était celui de réduire la pauvreté dans le contexte du développement durable, notamment en poursuivant les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et d'autres objectifs convenus au niveau international.

Il s'agissait d'un programme « axé sur les acteurs » qui vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile, comme condition préalable à l'avènement d'une société plus équitable, plus ouverte et plus démocratique, au moyen d'un soutien à « leurs initiatives ».

L'appel à proposition dirigé aux Acteurs Non Etatiques (ANE) visait à soutenir des activités de développement économique à destination des femmes. Les priorités étaient les suivantes: I. Soutenir des Activités Génératrices de Revenus (AGR), viables et durables ; II. Favoriser le développement d'une culture entrepreneuriale ; III. Appuyer le renforcement d'institutions de micro finance ou de financement alternatif déjà existantes et ayant une perspective de viabilité.

La durée estimée des propositions était entre 18 et 36 mois.

En résumé le projet est cohérent avec les priorités des bénéficiaires, des partenaires et du bailleur.

3.6 Couverture²²

La couverture et le ciblage du projet au niveau des besoins des populations par rapport à l'augmentation du revenu pour pouvoir subvenir aux besoins basiques du ménage, comme on l'a déjà vu, est adéquate.

Les caractéristiques de la population cible sont en consonance avec les critères établis dans le projet et aussi avec les besoins de la population. Comme on vient de le mentionner dans le paragraphe sur la cohérence et la pertinence : les besoins identifiés par le projet correspondent en grande partie avec les besoins de la population bénéficiaire.

Dans le projet initial il était prévu d'identifier 300 femmes résidentes dans les deux communes de Conakry – Ratoma et Matoto, selon les suivants critères : exercer l'activité commerciale de vente de produits alimentaires ; avoir eu un enfant qui avait souffert de malnutrition aiguë, être chef de ménage. Cet étape a été accomplie tel que planifié.

Toutes les femmes bénéficiaires du projet remplissent au moins 1 des trois critères mentionnés.

L'identification proprement dite a été réalisée par les équipes du consortium dans les différents quartiers des deux communes. Les animateurs ont expliqué les buts et les activités du projet et ont invités aux femmes qui réunissaient les critères déjà mentionnés, à se réunir en groupement de 20 personnes pour pouvoir participer au projet. Pourtant d'une part l'adhésion des femmes a été spontanée, de l'autre la « conditionnalité » d'accepter d'être dans un groupement ou association a pu écarter d'autres femmes vulnérables également intéressées.

Le fait que seulement le 15% des femmes identifiés avaient eu un enfant malnutri nous amène à des explications possibles, non pas testées pendant le travail sur le terrain à cause du manque de temps et de la difficulté de rencontrer des femmes pendant le Ramadan : 1. Pendant l'identification des bénéficiaires, les équipes n'ont pas ciblé suffisamment cette typologie de femmes; 2. Les femmes avec des enfants souffrants malnutrition n'exerçaient pas la vente des produits alimentaires; 3. Les femmes avec des enfants souffrants malnutrition n'étaient pas intéressées à se réunir en association.

Le niveau de couverture du projet est satisfaisant : toutes les femmes bénéficiaires du projet remplissent au moins 1 des trois critères mentionnés.

²² L'analyse de ce critère vise la réponse aux suivantes questions: La couverture et le ciblage du projet s'adapte-il aux besoins de la population ? Le projet est-il ou était-il celui qui répond(ait) le mieux aux besoins existants dans la zone? Les objectifs sont-ils bien identifiés?

3.7 Durabilité²³

L'analyse de ce critère passe par l'analyse de la durabilité des structures créées par le projet : les associations. On a vu comment l'augmentation des revenus des femmes est en grande partie liée aux mécanismes mis en place par le projet autour des associations. Donc la question à se poser est : Pourront les associations continuer à exister après le projet ?

L'analyse de la situation des associations réalisée par le consortium vers la fin du projet et le travail sur le terrain réalisé pendant l'évaluation montre que probablement 6-7 associations parmi les 15 auront des chances de continuer le travail impulsé par le projet.

Les facteurs de succès identifiés dans ces associations sont les suivantes : l'existence préalable d'une culture « associative » (ou de groupe) ; la connaissance préalable et solide des membres du groupe ; la présence de femmes assez dynamiques et avec bonne leadership ; la présence d'au moins 4-5 membres alphabétisés.

Cela dit, il ne faudrait pas oublier que le temps normal à considérer pour la création et l'établissement d'une association avant d'atteindre un niveau acceptable de consolidation n'est pas inférieur à 3 ans.

Certainement la plupart des femmes bénéficiaires ont acquis des connaissances qui, indépendamment de la pérennisation des associations, garderont avec elles et les appliqueront dans leur activité commerciale et dans leur vie quotidienne. On se réfère aux processus de transformation et aux recettes apprises pour améliorer leurs produits alimentaires, l'hygiène alimentaire et familiale, la gestion améliorée du budget personnel et du ménage, l'esprit entrepreneurial dans certaines femmes, la connaissance basique des causes liées à la malnutrition.

Lorsqu'on considère que les activités sont menées de façon individuelle, on peut envisager que certaines femmes, qui ont la possibilité d'épargner de l'argent (par exemple une jeune pas encore mariée, une femme avec les enfants déjà tous indépendants, une ex fonctionnaire de l'état), pourront continuer à exercer leur activités indépendamment de l'association car les enseignements reçus seront suffisants pour leur permettre de continuer à travailler et même diversifier la vente (ex. une femme d'une association avait commencé comme vendeuse de bouillie et depuis déjà des mois est devenue vendeuse de bois et de charbon avec des bénéfices nettement plus avantageux qu'avant). Donc dans ce sens la durabilité des acquis est garantie (sauf situations exceptionnelles). Cependant d'autres femmes, qui utilisent les mécanismes mis à disposition par l'association afin d'obtenir des prix d'achat des matières premières plus favorables et générer ainsi un plus de bénéfice, seront en difficultés si l'association arrête de fonctionner.

En bref on constate que si bien la rentabilité économique de la plupart des femmes a été évaluée positivement, pour beaucoup d'entre elles le système d'approvisionnement des ressources nécessaires à l'activité commerciale de ces dernières reste strictement lié aux mécanismes mis en place dans les associations. Pourtant même la durabilité économique des activités menées individuellement par les femmes dépende beaucoup de la durabilité des associations.

Du point de vue institutionnelle, on constate que les structures des deux communes ont été peu impliquées et elles ne sont pas en condition de faire un suivi après la finalisation du projet.

Toutes les associations ont déposé la demande pour obtenir l'agrément pour être reconnues officiellement comme associations, cependant il a été constaté que pendant le projet ce processus

²³ L'analyse de ce critère vise la réponse à la suivante question: Les réalisations du projet seront-elles maintenues dans le temps?

administratif a été géré par le consortium depuis le début sans avoir prévu une véritable passation de cette question aux associations.

Il est vrai, comme remarqué par le consortium, que les associations ont reçues les informations nécessaires pour suivre les démarches pour l'obtention de l'agrément dans le cadre de la formation de la vie associative, cependant à travers des visites de suivi et aussi à travers les réponses reçues pendant le travail de l'évaluateur sur le terrain on a clairement constaté que plusieurs associations ne se sont pas appropriées des enseignements reçus : 8 associations n'ont pas le PV mis à jour ; 9 associations ne sont pas en condition de bien tenir le cahier de caisse et de stock ; les cotisations de 8 associations ne sont pas à jour.

Les associations normalement doivent accomplir avec tous ces aspects afin d'obtenir par le DMR, qui devrait se charger de la supervision, des opinions favorables (rapports favorables), conçues comme le pas préalable pour que les associations puissent obtenir l'agrément définitif.

Pourtant la responsabilité d'amener à bon fin ce processus initié par le projet pèse sur le consortium.

Le fait d'être reconnue en tant que associations peut leur apporter d'autres avantages²⁴.

L'intervention n'a pas été dotée d'une véritable « stratégie de sortie ». Le consortium n'a pas pensé à laisser une « Carte de route » à chaque association pour les aider à continuer une fois finalisé le projet. Le suivi de certains aspects initiés par le projet se révèle nécessaire car les associations ne sont pas encore en condition de les assumer. Parmi ceux-ci on mentionne : le mécanisme de gestion de certaines associations, la continuité des activités de sensibilisation nutritionnel et du dépistage, le suivi des plans d'affaire développés avec les membres de certaines associations, l'obtention des agréments.

L'engagement assumé par L'ACF, à part la recherche d'une autre subvention pour pouvoir continuer l'intervention, est celui de continuer les démarches administratives au près des DMR afin que les associations puissent obtenir les agréments ; l'engagement assumé par l'équipe de PRIDE est celui de continuer le suivi des associations surtout celles qui présentent plus de problèmes.

Il faudrait aussi voir dans quelle mesure les équipes de nutrition de l'ACF sont en condition de faire le suivi des activités de sensibilisation et dépistage nutritionnel conduites par les associations.

La durabilité et plus- value des systèmes collectifs développés au sein des associations est un peu faible.

a. Genre

Comme déjà cité, le projet a engendré plusieurs effets positifs sur les femmes car il a eu une amélioration des revenus, une majeure reconnaissance du travail réalisé par les femmes dans la communauté et aussi une augmentation de l'auto-estime. Cependant on voudrait porter l'attention sur d'autres aspects visant les équilibres entre hommes et femmes.

Par rapport à ce dernier point on voit clairement un déséquilibre dû au fait de ne pas inclure formellement les hommes dans les activités de ce projet. Toutefois on a constaté que certaines associations ont commencé à introduire des hommes pour leur confier les travaux les plus lourds ; dans d'autres cas des hommes qui ont de l'expérience dans la gestion des associations constituent un appui réel pour certaines

²⁴ La directrice de la Promotion Féminine à Matoto nous a dit : « par fois il y a des bailleurs qui veulent travailler avec des associations de base et ils viennent chez moi pour que je puisse leur donner la liste des associations des femmes de ma commune »

associations. Pourtant il est recommandable de promouvoir parmi les associations un majeure équilibre de genre.

De même il a été observé qu'une des grandes limitations rencontrées est le pauvre niveau d'alphabétisation des femmes, cela mérite une réflexion sur des possibles solutions.

D'une part il a été suggéré, par les mêmes partenaires, de contempler la possibilité d'inclure des jeunes (filles et garçons) et des hommes lettrés dans les associations pour qu'ils puissent s'occuper des tâches administratives et comptables de l'association. Cela pourrait aussi engendrer des effets positifs (en petit échelle) vu le taux élevé de chômage parmi les jeunes et les hommes.

D'autre part il faudra trouver des mécanismes qui permettent aux femmes d'accéder à l'alphabétisation soit au sein de l'association même soit au sein d'autres structures afin qu'elles puissent sortir de cette « condition d'infériorité », qui leur ferme beaucoup d'opportunités.

Un autre aspect qui a été abordé pendant l'évaluation est lié à la charge horaire de travail que les femmes ont en général et en particulier dans le cadre de ce projet. En plus des heures dédiées à l'activité de vente que chaque femme gère de façon individuelle, et les heures de travail dans le ménage que les femmes font quotidiennement, il faut aussi ajouter les heures dédiées aux activités de l'association. Cela demande l'emploi d'un temps extra par rapport à avant. Il s'agit concrètement des réunions, de séances de travail en groupe que certaines associations font pour « alimenter la caisse » et des séances de sensibilisations. Ce point a suscité beaucoup de discussions pendant la séance de restitution car la plupart des acteurs ne le voit pas comme une charge de travail extra de la femme car lui apporte d'autres types de bénéfice.

Cette lecture est aussi possible et l'évaluation n'est pas arrivée à éclaircir cet aspect ci dû au peu de temps disponible par rapport à la charge de travail.

Toutefois on recommande la réalisation d'une étude spécifique dans ce sujet afin de savoir si les actions visant l'« empowerment » des femmes, comme c'est le cas du présent projet, n'engendrent pas sur ces femmes des effets négatifs difficilement visibles.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le profil socio économique des femmes est cohérent avec le niveau de vulnérabilité recherché dans le cadre du projet; cependant le pourcentage de femmes avec des enfants souffrants de malnutrition était d'environ 15%.

Il est important de réitérer que l'objectif premier du projet était celui d'améliorer le revenu des mamans produisant des aliments nutritifs. L'action des mamans orientée vers la sensibilisation et la prévention de la malnutrition est une contribution additionnelle, à l'ensemble des acteurs du secteur, pour réduire la prévalence de la malnutrition.

Si on veut créer un lien plus fort entre la nutrition et la sécurité alimentaire on recommande de revoir et affiner la méthodologie de l'identification des bénéficiaires face au profil de la malnutrition. Pour ce faire il est conseillé de réaliser un travail conjoint entre les équipes de nutrition et les équipes de sécurité alimentaire afin de mieux connaître les caractéristiques des mamans répondant au profil nutritionnel recherché et pouvoir en suite décider si et comment cette catégorie peut être incluse dans la stratégie AGR.

L'impact nutritionnel du projet se limite à l'entourage familial des bénéficiaires.

Les femmes ont appliqué les enseignements reçus au sein de leur propre famille: la diversification alimentaire, l'amélioration de la bouillie, l'hygiène alimentaire et personnel, sont les aspects les plus mentionnés par les bénéficiaires. Il n'a pas été possible de mesurer l'impact sur les clientes et sur la communauté.

Pour des prochaines interventions, on recommande de bien étudier la logique de l'intervention, surtout les liens entre le secteur de SA et le secteur de la Nutrition ainsi que les résultats attendus tout en considérant le contexte et la disponibilité des ressources. Également on recommande de bien étudier le système de mesure des indicateurs pour permettre d'évaluer l'impact éventuel sur les clientes.

Si l'objectif de l'intervention est celui d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants des deux communes, évidemment la stratégie choisie ne semble pas être la plus appropriée.

Si l'objective de l'intervention est celui de sensibiliser les familles qui habitent dans le quartier de résidence ou de vente des mamans, il faudra prévoir depuis le début de l'intervention comment identifier et suivre tout au long du projet un group de clientes pour voir quel type de changement pourrait se produire à la fin du projet. On suggère sélectionner des mamans qui ont, au moins en partie, une clientèle stable et évaluer au début et à la fin du projet la situation alimentaire et nutritionnelle des enfants des clientes. Il faudra aussi tenir compte des autres facteurs externes et les isoler dans la mesure du possible. Cette option pourra nous aider à voir si et comment l'activité des femmes vendeuses de produits alimentaires contribuent à la prévention de la malnutrition infantile dans le quartier.

L'impact socio-économique du projet sur les familles des femmes bénéficiaires est positif.

Une augmentation du revenu (d'environ 40%) de la plupart des femmes a été constaté grâce aux enseignements et le matériel que les femmes ont reçu dans le cadre du projet. Ces revenus ont été utilisés en grand partie pour subvenir aux besoins des familles notamment : l'alimentation, l'éducation et l'habillement. Egalement une amélioration de la diversification alimentaire, des mesures d'hygiène alimentaire et personnelle de la famille ont été clairement constatés. Cela amène aussi à la conclusion que les femmes ont amélioré leur capacité de gestion des besoins du ménage.

La principale recommandation est celle de continuer ce type d'intervention avec ce même groupe de bénéficiaires vu que la durée du projet a été plutôt court pour assurer la consolidation de certains enseignement qui ne sont pas encore bien assimilés au sein des associations et des certaines femmes.

L'évaluation du modus operandi choisi, en particulier le consortium, est positive.

La plus-value du consortium réside dans la complémentarité technique de chaque partenaire, dans le système de communication ainsi que les mécanismes de suivi et évaluation mise en place, les synergies positives qui se sont créés tout au long du projet entre les 3 partenaires et finalement l'amélioration des capacités institutionnelles de chaque partenaire.

La principale recommandation dirigée a consortium est celle d'améliorer et respecter les systèmes de suivi et évaluation accordées et, surtout pour les partenaires KDF et PRIDE, d'assumer plus de responsabilité dans la gestion financière et logistique de l'intervention.

La durabilité et plus- value des systèmes collectifs développés au sein des associations est un peu faible.

Du point de vue économique, certaines associations ont bâti les bases pour poursuivre les activités; en Juillet on a constaté qu'environ le 47% des associations (environ 7 associations) ont un fonctionnement correct. Malheureusement la courte durée du projet ne nous permet pas de faire à présent une appréciation fine sur la durabilité des systèmes collectifs développés. Normalement le temps de gestation et de consolidation d'une association avec ces caractéristiques est d'environ 3 ans.

Si bien la rentabilité économique de la plupart des femmes a été évalué positivement, il faut tenir compte du fait que le système d'approvisionnement des ressources nécessaires à l'activité commerciale des ces dernières est strictement lié aux mécanismes mis en place dans les associations. Pourtant même la durabilité économique des activités menées individuellement par les femmes dépende beaucoup de la durabilité des associations.

Dans la plupart des cas l'évaluation des bénéficiaires concernant la plus-value apporté par l'association est aussi positive: la solidarité, l'accès aux ressources à des prix plus avantageux, la reconnaissance externe et l'amélioration de l'auto- estime de femmes sont les aspects les plus mentionnés.

Le projet n'a pas pu exécuter une stratégie de sortie principalement dû à la courte durée du projet même. Dans ce sens on recommande aux trois organisations d'assurer dans le court terme la continuité et le suivi de certains aspects liés au développement et fonctionnement des associations qui n'ont pas encore finalisé ; en particulier on recommande continuer à faire des visites périodiques au près des associations, spécialement celles qui ont expérimenté le plus des problèmes, afin de leur offrir du support sur les aspects liés à la gestion; sur le renforcement du lien entre les associations et les autorités locales ; sur l'élaboration des recettes, notamment le dosage ; et sur la sensibilisation nutritionnelle.

Pour des nouvelles interventions, il est conseillé de réaliser, au moment de la conception du projet, une analyse de viabilité fine permettant d'identifier les facteurs qui pourront garantir la durabilité de l'intervention, le temps nécessaire pour mener à bon fin «les cycles critiques» lié au développement des associations et l'élaboration d'une stratégie de sortie. On recommande aussi d'étudier d'autre alternatives possibles dans le cadre de la stratégie d'AGR et d'impliquer le plus possible les institutions locales.

Réalisation de l'évaluation

Calendrier pour la réalisation du travail sur le terrain : Il est important de tenir compte des facteurs externes qui peuvent impliquer des modifications dans le programme du travail sur le terrain. Dans le cadre de la présente évaluation, le fait d'avoir programmé le travail sur le terrain pendant la période du Ramadan a constitué une claire limitation.

Pourtant il est vivement déconseillé réaliser d'autres études externes que demandent un contact direct avec la population pendant la période du Ramadan.

Réalisation de l'évaluation: S'agissant d'un projet de développement avec une durée de 18 mois, l'évaluateur estime qu'une meilleure appréciation des effets et impacts engendrés par le projet peut se faire seulement quelque mois après la finalisation du projet. Pourtant il est conseillé de revoir le temps de programmation une évaluation ex-post dont l'objectif principal est celui d'apprendre du passé pour améliorer les interventions futures.

À continuation se présente une table avec les recommandations et points d'action suggérés par critère analysé.

Critère	Conclusions	Recommandations	Points d'action
Pertinence	L'analyse des besoins du projet réponde en grande mesure aux besoins manifestés par les femmes Les activités menées étaient en accord avec les coutumes et pratiques de la population. Les modalités d'exécution de l'intervention n'ont pas vraiment pris en compte les préférences des femmes .	La participation des bénéficiaires dans l'analyse des besoins et dans la conception de l'intervention est indispensable. Cela pourra donner plus de chances de réussite au projet.	Réaliser une pre- identification des bénéficiaires avant de présenter le projet; identifier avec les bénéficiaires les activités les plus remarquables d'accord aux besoins et à la situation des bénéficiaires; le choix de la modalité des AGR (de groupe ou individuel) à suivre doit être aussi contrasté avec les bénéficiaires ; le choix des recettes alimentaires et des formations orientées à l'entrepreneuriat doit aussi être validées par les bénéficiaires.

<p style="text-align: center;">Cohérence et Couverture</p>	<p>Le profil socio économique des femmes est cohérent avec le niveau de vulnérabilité recherché dans le cadre du projet; Le pourcentage de femmes avec des enfants souffrant de malnutrition était d'environ 15%. La couverture est aussi en accord avec les critères établis dans le projet.</p>	<p>Pour pouvoir renforcer le lien entre le profil des bénéficiaires et la problématique nutritionnelle, il faut revoir la méthodologie de l'identification des bénéficiaires face au profil de la malnutrition; Réaliser un travail conjoint entre les équipes de nutrition et les équipes de Sécurité alimentaire. Impliquer les structures sanitaires des deux communes dans l'identification des potentielles bénéficiaires qui répondent au profil cherché de la malnutrition. Considérer la possibilité d'inclure aussi aux relais communautaires dans le programme AGR.</p>	<p>Etude rapide conjoint (NUT + FS) pour déterminer les caractéristiques des mamans qui ont des enfants malnutris dans le programme nutritionnel (au moins à Matoto) Aspects à analyser : Pratique d'AGR , type d'AGR, intérêt pour développer plus d' AGR Typologie de l'entourage familiale; intérêt d'être dans une association; les avantages que un projet de AGRs peut leur apporter; évaluer le niveau d'alphabétisation. Une fois analysés les résultats de l'étude, les équipes doivent évaluer si les principaux critères pour la sélection des bénéficiaires doit être liés seulement au profil socio économique ou bien doit aussi inclure le profil de la malnutrition. L'implication des structures sanitaires des deux communes est aussi important afin de dissiper les malentendus avec els agents et les relais communautaires.</p>
---	---	---	---

<p>Efficacité</p>	<p>Le projet a permis d'atteindre l'objectif spécifique grâce à l'obtention des deux premiers résultats, cependant le troisième résultat a été atteint partiellement et il n'a pas vraiment contribué à l'atteint de l'objectif spécifique. Le projet conçu était plutôt ambitieux</p>	<p>Pour des nouvelles interventions il est recommandé de revoir la conception et la structure de l'intervention par rapport aux objectifs attendus. Il est important d'évaluer depuis la conception de l'intervention la viabilité, la dimension des actions proposées en plus que les stratégies les plus adaptées. Egalement il faudra faire attention à la coordination avec les acteurs impliqués dans le projet.</p>	<p>Pour la stratégie d' AGR -</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En cas de nouvelles AGR pour un nouveau projet, faire une analyse de marché pour voir si ce type d'AGR sera " bien intégré" dans le marché. 2. Dans la formulation du projet, évaluer la pertinence de la stratégie et la modalité des AGR à réaliser (groupale ou individuel; ou bien les deux options); 3. Vérifier la viabilité des activités proposées avec les bénéficiaires pre-identifiés; 4. Prévoir depuis le début la stratégie de sortie; 5. Prévoir depuis le début la création d'une ligne de base qui comprend les indicateurs socio économiques et nutritionnels qui faudra suivre tout au long du projet; 7. Elaborer une bonne ligne de base : Prévoir au moins 2 méditiions des indicateurs de la ligne de base pendant la vie du projet; 8. Si possible, comparer un ou plusieurs groupes de l'intervention avec un ou plusieurs groupes avec mêmes caractéristiques qui n'ont pas été inclus dans l'intervention. Si cela pose des problèmes éthiques opter alors pour la comparaison d'un (ou plusieurs) même groupe au début et à la fin de l'intervention. 9. Prévoir un système de suivi et de mesure de la satisfaction et du nombre des clientes depuis le début: cela pourrait se faire à travers de la sélection d'un échantillon de bénéficiaires et de leur clientes au début de l'intervention. <p>Pour la stratégie de FS visant la prévention nutritionnelle –</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. évaluer au moment de la conception du projet la viabilité et surtout les expectatives d'une stratégie conjointe. 2. Les principales questions a se poser sont: cette stratégie peut produire des effets à long termes visant la prévention de la malnutrition sur l'ensemble de la population des 2 communes? Ou bien dans l'entourage des femmes bénéficiaires ? Cette stratégie peut engendrer des changements au sein³³ des ménages bénéficiaires du projet? Est- il possible (avec les ressources, le
--------------------------	--	---	--

<p>Efficiace</p>	<p>Dans l'ensemble et compte tenu qu'il s'agit d'un projet pilote, l'analyse des ressources allouées montre que les ressources humaines et financières ont été adéquates. Toutefois il faudra mieux planifier le temps par rapport à la quantité des activités à réaliser avec les moyens disponibles.</p>	<p>On recommande, surtout dans le cadre des projets de développement, de bien planifier le démarrage des activités et de compter avec tous les ressources et moyens nécessaire à temps. Tache, dans la mesure du possible, de bien organiser les passations des équipes pour éviter des pertes d'information. Vérifier périodiquement la faisabilité des hypothèses du projet afin de pouvoir prendre à temps les mesures correspondantes et limiter ainsi les retards dans l'exécution du projet.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Avant de commencer l'exécution du projet vérifier les aspects suivants: disponibilité financière suffisante; ressources humaines bien formées et disponibles; accords avec les partenaires finalisés et acceptés; les moyens logistiques nécessaires sont à disposition du projet. 2. Par rapport à la nature des activités: distribuer bien le calendrier des activités ; vérifier que les activités proposés seront bien reçues par les bénéficiaires; assurer aux bénéficiaires éloignées la logistique nécessaire pour qu'elles puissent participer des activités; assurer que les bénéficiaires aient les moyens pour mettre en pratique les « enseignements » reçus par le projet.
<p>Impact</p>	<p>Le projet a contribué à la prévention de la malnutrition seulement au niveau de l'entourage familiale. L'impact socio-économique du projet sur les familles bénéficiaires est positif.</p>	<p>Pour des prochaines interventions, on recommande de bien étudier la logique de l'intervention, surtout les liens possibles entre le secteur de la SA et de la Nutrition, selon le contexte et les ressources disponibles.</p> <p>On recommande de bien étudier les systèmes de mesure des indicateurs pour mieux évaluer l'impact nutritionnel sur la communauté ou les clientes.</p> <p>On recommande aussi de bien observer les effets positifs et négatifs que ce projet a engendré afin de pouvoir réorienter les interventions futures.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Développer ultérieurement les effets positifs qui ont été engendré par le projet. 2. Revoir la conformation des associations (le numéro des membres, le sexe et les fonctions); Inclure les jeunes dans les associations pour permettre de diminuer l'impact négative de l'élevé niveau des femmes non alphabétisées; l'introduction des hommes pourra aussi améliorer la charge de travail des femmes 3. Flexibiliser un peu plus les critères de sélection pour pouvoir rentrer dans les associations; 4. Le consortium doit développer et utiliser des outils de suivi et reports afin de mieux prévenir les problèmes qui se engendrent pendant l'exécution du projet: ex. le partage du cadre logique et des indicateurs d'activités doit se remplir de façon régulière; dans la mesure du possible les responsables de chaque institution partenaire doivent aussi participer des réunions et des visites sur le terrain qui se réaliseront périodiquement.

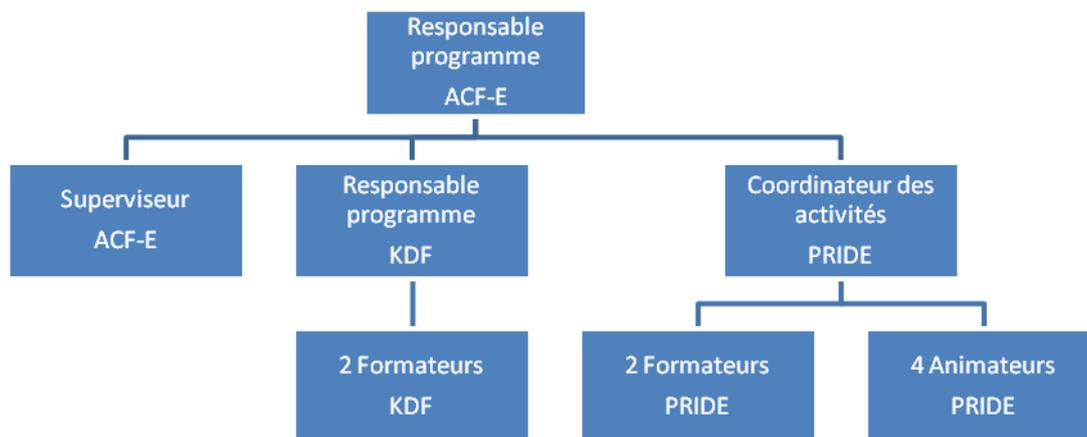
<p style="text-align: center;">Durabilité</p>	<p>Si bien la rentabilité économique de la plupart des femmes a été évaluée positivement, le système d'approvisionnement des ressources nécessaires à l'activité commerciale reste lié aux mécanismes mis en place dans les associations. La plupart des femmes ont changé certains comportements dans leur ménage qui peuvent perdurer dans le temps indépendamment des associations. Les autorités deux communes, peu impliqués, ne sont pas en condition de faire un suivi après la finalisation du projet. L'intervention n'a pas prévu une stratégie de sortie.</p>	<p>On recommande au consortium d'assurer le suivi des certains aspects de l'intervention qui les associations ne sont pas en condition d'assumer toute seules. Pour des nouveaux projets en recommande réaliser, au moment de la conception du projet, une analyse de viabilité permettant d'identifier les facteurs qui pourront garantir la durabilité de l'intervention et inclure une stratégie de sortie. Faire le possible, pour obtenir une majeure implication des institutions locales.</p>	<p>Pour l'ACF: considérer la possibilité de donner le relève à l'équipe nutrition pour qu'il puisse faire le suivi des activités du projet liées à la nutrition; faire le suivi au niveau des DMR jusqu'à l'obtention des Agréments pour chaque association Pour PRIDE: faire des visites mensuelles aux associations pendant le prochain trimestre pour les appuyer dans la solution des problèmes de gestion interne; Pour KDF: réaliser des affiches pour chaque association avec les procédures à suivre par la préparation des recettes réalisés pendant les séances de formation; de cette façon il sera possible aux femmes qui ne savent pas lire d'utiliser les bonnes doses et ingrédients.</p>
--	--	--	---

Programme d'appui aux activités génératrices de revenus d'associations féminines de Conakry, Guinée

Les Annexes

Annexe I Expérience du Consortium - Un exemple de bonne pratique	1
Annexe II Tableau des critères du DAC	5
Annexe III - Liste Des Institutions Et Personnes Interviewés	7
Annexe IV Questionnaire - Clients.....	9
Annexe V Questionnaire - Mamans	10
Annexe VI Source et Bibliographie	15
Annexe VII Synthèse des résultats obtenus du questionnaire appliqué aux femmes de 8 associations	16
Annexe VII Synthèse des résultats obtenus des Focus Groups avec les femmes des 8 associations	19

Annexe I Expérience du Consortium - Un exemple de bonne pratique



Le projet a été conçu et développé dans le cadre d'un consortium composé par trois ONG: Action Contre la Faim Espagne, PRIDE GUINEE / FORMATION et Kanya Donse Fany.

Le choix de cette mode opérationnel se justifie par la complémentarité technique de chaque partenaire et par la stratégie de l'ACF visant le renforcement institutionnel des institutions locales.

Les partenaires

Action Contre la Faim Espagne (ACF-E) présente en Guinée depuis 1995, à partir du 2007 est présente à Conakry à travers des programmes de prise en charge nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans dans la commune de Matoto. En 2009, un programme de sécurité alimentaire et un autre de prévention contre le choléra, ont complété l'action de l'ONG dans la capitale. En tant que chef de file du consortium, ACF-E a assumé le suivi global des activités et la gestion administrative et logistique du projet. L'institution s'est aussi chargée des activités de formation et sensibilisation nutritionnelle, a participé dans l'identification des bénéficiaires et dans l'évaluation de l'ensemble des activités.

PRIDE GUINEE FORMATION (PRIDE) : est une ONG créée en Septembre 1993 à l'initiative des employés du Projet GRDP/USAID, dénommé PRIDE ; L'ONG a été agréée définitivement en 1998 (Agrément A/98/N° 2558 /MID/CAB/SACCO/98). La vision de cette institution est celle de développer une nouvelle génération d'entrepreneurs sains et réussis, afin d'en faire un modèle en Afrique. Sa mission est donc celle d'apporter aux entrepreneurs et aux collectivités décentralisées une meilleure formation et l'assistance technique de qualité.

Les compétences de PRIDE GUINEE sont nombreuses, dont :

- La formation à l'entrepreneuriat et au développement de l'esprit d'entreprise;
- La formation sur les outils de gestion simplifiée des micros et petites entreprises
- La formation sur la gestion administrative, comptable et financière des PME, ONG et organisations paysannes et autres organisations communautaires de base ;
- Les études de marché et montage de plan d'affaires ;

Dans le cadre du projet PRIDE a réalisé l'identification des bénéficiaires au même temps que l'ACF. L'institution a développé les formations en gestion, marketing, esprit d'entreprise, plan d'affaire et vie associative, ainsi que le suivi des 15 associations une fois finalisées les formations.

ACF-E et PRIDE avaient travaillé ensemble en 2006 en Guinée forestière dans le cadre d'une collaboration ponctuelle ainsi que en 2007 (formation en développement communautaire) et 2008 (esprit d'entreprise, AGR). Dans le cadre de ce projet les deux institutions ont décidé de faire évoluer et progresser la relation professionnelle et de passer ainsi d'une collaboration ponctuelle à un partenariat proprement dit.

Kanya Donse Fanyi (KDF) a été créée en 1999 à Kindia. L'ONG a pour but la vulgarisation des technologies agro-alimentaires et la promotion de la transformation des produits locaux. Dans le domaine de la nutrition, KDF en collaboration avec l'ONG HKI a mis au point une farine infantile à base d'aliments locaux distribuée dans les centres de santé de la préfecture de Kindia. Plus de 500 personnes ont été formées par KDF à la production de bouillies à base de produits locaux transformés. Les formations étaient destinées aux agents des villages SIAC (Structure Informatrice à Assise Communautaire), aux animateurs et animatrices des centres NAFA et aux animateurs de ACT-Kindia dans les régions de Basse, Moyenne et Haute Guinée.

Dans le cadre de ce projet l'institution s'est chargée de dispenser les formations en techniques alimentaires et d'en assurer le suivi des activités des associations post formation.

En résumé les connaissances sur les femmes et l'utilisation des aliments locaux pour la transformation alimentaire qui a apporté KDF, les connaissances sur l'entrepreneuriat qui a apporté PRIDE et les connaissances sur la modalité de gestion d'une intervention de l'UE en plus

que les connaissances techniques sur la nutrition ont permis de mener à bon fin les résultats attendus du projet.

Les trois organisations se sont réunies pour travailler ensemble dans la conception de l'action, en apportant chacune sa propre expertise.

Une fois approuvé le projet, l'ACF étant chef de file du consortium, a rédigé et signé une convention avec chaque partenaire pour définir les termes et les conditions de cette collaboration. Dans le première trimestre du projet l'ACF a réuni plusieurs fois les partenaires afin de: permettre de bien connaître le travail de chaque organisation partenaire ; organiser et définir la modalité de travail conjoint ; organiser le système de report périodique ; fixer les procédures administratives et financières à suivre. À ce propos le personnel de l'ACF a dispensé des formations spécifiques aux partenaires concernant la réalisation des rapports de suivi administratif et financier ainsi que des canevas pour la rédaction des rapports narratifs périodiques.

Les outils de suivi et évaluation mis en place au sein du consortium se sont révélés efficaces pour assurer une bonne coordination et une communication fluide.

Les approches impulsés et suivi au sein du consortium pour l'exécution du projet ont assuré en bonne partie le succès de ce modus operandi.

Par exemple, à chaque formation d'un des partenaires, un membre des autres partenaires allait assister à la formation pour connaître mieux le sujet, pour appuyer les collègues en cas de besoins, et pour voir aussi les réactions du publique bénéficiaire pendant les formations; ceci, en plus de permettre à chaque institution de mieux connaître le travail de l'autre, a été aussi un facteur de cohésion des équipes sur le terrain.

Une fois par mois le consortium, composé para un responsable de chaque institution, réalisait une visite conjointe sur le terrain pour constater personnellement les avances et les problèmes du projet. Cette pratique a amené le consortium à une réflexion conjointe afin de chercher les meilleures solutions face aux problèmes rencontrés.

La gestion financière et de la logistique de l'intervention a été centralisée par l'ACF.

Concernant l'élaboration des rapports périodiques, au début il avait été établi de travailler tous sur une même matrice pour mieux mesurer l'évolution des indicateurs sur une base mensuelle, en plus des rapports spécifiques d'évaluation des activités gérées para chaque institution.

Finalement cela s'est concrété avec les « compte rendue » des réunions mensuelles du consortium, plus des rapports trimestriels du partenaire PRIDE et des rapports intermittents de KDF. Malgré cela, le niveau d'échange, d'implication et de connaissance de l'intervention de chaque partenaire a constitué une plus value à l'heure de chercher des solutions face aux problèmes rencontrés.

Le consortium a engendré les effets positifs suivants:

- ▶ La complémentarité technique de chaque institution a été appropriée

- ▶ Les synergies créées entre les équipes des 3 partenaires ont contribué à la bonne exécution du projet
- ▶ Le système de coordination et fonctionnement implanté s'est révélé efficace
- ▶ Les partenaires sont mieux connues dans les deux communes
- ▶ Les partenaires KDF et PRIDE ont amélioré leur système de gestion financière et technique
- ▶ Les partenaires KDF et PRIDE ont accès à des nouveaux bailleurs
- ▶ L'ACF a obtenu des résultats dans le cadre de ses objectifs stratégiques

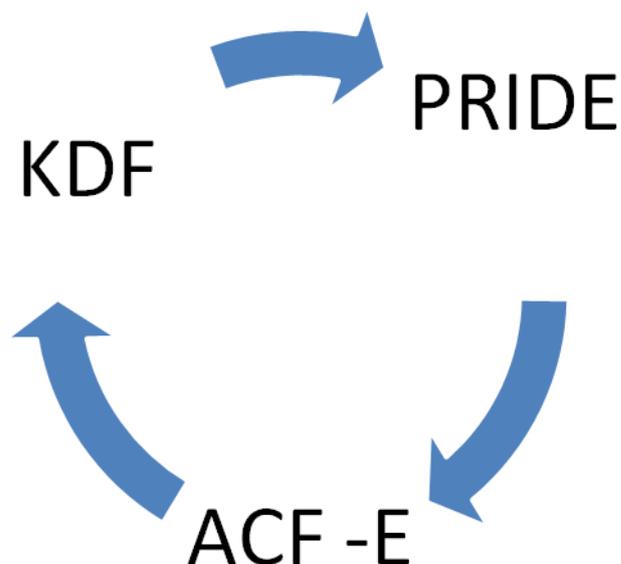
Les aspects à améliorer dans le cadre d'une future intervention sont :

- ▶ Les partenaires plus solides doivent accompagner les autres plus de près dans le processus de formulation du projet. On se réfère surtout au calcul des aspects logistiques et financiers à tenir en compte pour l'exécution des activités ; une bonne prévision financière permettra d'éviter des difficultés à l'heure d'implémenter les activités
- ▶ Le Consortium doit développer régulièrement depuis le début, les outils de suivi et évaluation accordés. Cela facilitera le travail à chaque partenaire, aidera à ne pas perdre l'historique dans le cas de changement du personnel et aussi aidera le travail de triangulation des évaluateurs externes dans le cas d'une évaluation comme celle-ci.
- ▶ Les partenaires KDF et PRIDE, doivent assumer plus de responsabilité dans la gestion financière et logistique de l'intervention.

Le modus operandi que le consortium a réussi à développer peut être aussi répliqué dans d'autres projets et dans d'autres pays lors que les suivantes conditions de base :

- ▶ Bonne complémentarité technique entre les membres du consortium
- ▶ Expertise solide de chaque partenaire dans le domaine de compétence requise par le projet
- ▶ Relation de confiance et de respect entre les partenaires
- ▶ Niveau élevé d'engagement des partenaires avec la population
- ▶ Participation active de chaque partenaire depuis la conception du projet/programme

Le lien relationnel entre les partenaires qu'on souhaiterait dans une deuxième intervention serait plutôt circulaire ou lieu d'être hiérarchique :



Annexe II Tableau des critères du DAC

Evaluation final- Programme d'appui aux activités génératrices de revenus d'associations féminines de Conakry				
Critère	Classement (1= faible - 5= élevé)			Justification
Effectivité		3		Compte tenu qu'il s'agit d'un projet pilote, le niveau d'efficience du projet est acceptable: l'analyse des ressources allouées montre que, en général, les ressources humaines et financières ont été adéquates ; l'analyse de l'effectivité des coûts entre les activités et les résultats correspondants révèle une relation d'adéquation ; la logistique dans certains aspects a été signalé comme une difficulté notamment pour le déplacement des équipes de terrain, finalement par rapport à la planification des activités et les délais du projet on a constaté un retard dans le démarrage des activités qui a amené à une concentration des activités dans un laps de temps plus court par rapport à la planification initiale.
Efficacité		4		Le projet a été efficace car il a permis d'atteindre l'objectif spécifique grâce à l'atteint des deux premières résultats, cependant le troisième résultat a été atteint partiellement et il n'a pas vraiment contribué à l'atteint de l'objectif spécifique. D'autres stratégies possibles n'ont pas été prises en consideration.

Impact			4	Le projet a produit plusieurs effets positifs sur les bénéficiaires et les partenaires du consortium. Le défi actuel est voir dans quelle mesure on peut retenir certains des changements engendrés sur la population bénéficiaire
Coherence			5	Le projet est cohérent avec les priorités des bénéficiaires, des partenaires et du bailleur. En particulier, le profil socio-économique des femmes est cohérent avec le niveau de vulnérabilité recherché dans le cadre du projet. De même, le projet est cohérent avec les priorités des partenaires du consortium. D'accord avec les besoins des bénéficiaires on peut déduire que les trois partenaires avaient l'expertise appropriée pour aider les femmes à faire face à un des besoins primaires : garantir l'alimentation à sa famille. Le projet est aussi en consonance avec une de politiques nationales du nouveau gouvernement qui vise la réduction de la pauvreté, problème multi-causal qui demande une réponse globale. Le projet s'est aussi inscrit dans les priorités fixées par la délégation de l'UE en Guinée Conakry pendant le 2009 et 2010 visant la réduction de la pauvreté dans le contexte du développement durable et en ligne avec les objectifs du Millénaire. L'appel à proposition dirigé aux Acteurs Non Etatiques (ANE) visait à soutenir des activités de développement économique à destination des femmes.
Couverture			4	Les caractéristiques de la population cible sont en consonance avec les critères établis dans le projet et aussi avec les besoins de la population, Toutes les femmes bénéficiaires du projet remplissent au moins 1 des trois critères pré-établis.
Pertinence			4	Le projet s'évalue comme très pertinent vis-à-vis des besoins des femmes comme par exemple l'augmentation de revenus afin de pouvoir satisfaire les besoins primaires tels que l'alimentation, la santé, l'habillement. Egalement le projet se considère très pertinent vis-à-vis du contexte d'intervention: Les activités menées étaient en accord avec les coutumes et pratiques de la population. Toutefois on remarque le manque de participation active des bénéficiaires dans la formulation du projet.

Durabilité	2				La durabilité du projet est un peu faible car les structures des associations sont faibles. On a vu que les acquis des femmes perdureront au de-là de l'association; cependant les mécanismes de crédit solidaire et d'accès à des prix avantageux des produits primaires vont disparaître si les associations ne fonctionneront plus. Cela scientifique que une partie du succès de l'activité de certaines femmes (notamment l'augmentation du revenu) reste lié à la viabilité des association. Du point de vue institutionnel on a constaté que les institutions locales ne sont pas en condition de prendre le relais du consortium pour faire un suivi des associations. De même le projet n'a pas prévu une véritable stratégie de sortie qui puisse donner aux associations des alternatives pour continuer le travail initié avec le projet.
-------------------	----------	--	--	--	---

Annexe III - Liste Des Institutions Et Personnes Interviewés

ACF

Siege - Madrid

La responsable du département de Nutrition

Le responsable du département de Sécurité Alimentaire

Mission - Conakry

Le chef de mission

Le coordinateur Technique de la mission

Le chef du projet SA

Le superviseur du projet SA

Le chef du projet nutritionnel

L'administrateur

PRIDE GUINEE – FORMATION - Conakry

Le directeur

Le responsable du suivi et évaluation

Le chargé de la formation

1 animatrice du projet

1 formateur du projet

KANYA DONSE FANY (KDF)

La présidente

ACTEURS LOCAUX - Matoto

Le directeur des Micro-realizations

La directrice de la Promotion féminine

Le chef du Centre de Santé de Dabompa

ACTEURS LOCAUX - Ratoma

Le directeur des Micro-realizations

La directrice de la Promotion féminine

ASSOCIATIONS VISITÉES Y N. DE MEMBRES INTERVIEWÉS (TOT.73)

<u>Association Lannanteya de Taouyah</u>	(7 MEMBRES)
<u>Association Structurée AGSEP</u>	(10 MEMBRES)
<u>Association Limaniyah de Dar es Salam</u>	(10 MEMBRES)
<u>Association Binqnè de Kaporò Centre</u>	(6 MEMBRES)
<u>Association Mounafanqi de Gbessia Yilikoui</u>	(11 MEMBRES)
<u>Association Nafaya d'Entaq</u>	(7 MEMBRES)
<u>Association Béllèkè so boréyi de Dabompa</u>	(14 MEMBRES)
<u>Association Mounafanyi de Lansanaya</u>	(8 MEMBRES)

Parmi les 73 femmes, 5 par chaque association ont été sélectionnées au hasard pour l'application d'un questionnaire.

Annexe IV Questionnaire - Clients

Date _____ Lieu _____
Nom _____ Prénom _____
Age _____ Lieu de naissance _____ Langue _____
Status civil : Marié No Mariée Chef de Ménage Veuve
Nr. D'enfants _____ Nr. Enfants avec malnutrition aigue _____

1. Combien de fois venez vous à acheter ici ? 1 fois /semaine 3 Fois /semaines
Tous les jours c'est la première fois
2. Pour quoi vous acheter ici et pas ailleurs ? a. Car le produit est bon b. car les produit est propre c. Car je connais la femme d. Il est plus proche de chez moi
Autre (spécifier) _____
3. Comment trouvez vous le gout du produit ? Bien Normal Pas très bon
4. Comment trouvez vous le prix du produit ? a. Le même que d'autres mamans b. Plus cher que les autres mamans c. Plus riche que les autres bouillis
5. Comment trouvez vous le lieu de vente ? a. Propre b. Comme d'habitude c. Peu satisfaisant
6. Avez-vous remarquez quelque changement dans les mamans qui font la vente ?
OUI NO
7. Combien payez vous une ration ?

Annexe V Questionnaire - Mamans

Date _____ Lieu _____
Nom _____ Prénom _____
Age _____ Lieu de naissance _____ Langue _____
Association _____ Position dans l'association _____
Status civil : Marié No Mariée Chef de Ménage Veuve
Nr. D'enfants _____ Nr. Enfants avec malnutrition aigue _____

1. Vendez vous de la bouillie/produits laitiers avant le projet ? OUI NO
X

2. Si OUI : tous les jours 2-3 fois dans la semaines Autres
X

3. Avez-vous d'autres activités de revenue ? Si OUI les quelles ?

4. Comment avez-vous connu le projet ? Par ACF /Partenaires
Par les voisins Autres (spécifier) _____

5. Avez-vous participé dans l'identification des besoins ? OUI NO
X

6. Quels sont les 3 besoins principaux pour vous et votre famille ? Enumérez en ordre de priorité :

1 _____

2 _____

3 _____

7. La participation aux activités du projet a été facile ? OUI X

NO X

8. Le niveau de compréhension des matières des formations était simple ? OUI X NO

X

9. Les notions apprises avec les formations sont utiles ? OUI X

NO X

10. Avez-vous appliqué les enseignements appris avec les formations ? OUI X

NO X

11. Si la réponse est OUI dites brièvement comment :

12. Avez-vous changé de comportement dans l'organisation des tâches dans le ménage ? OUI

X NO X

13. Si la réponse est oui,

specifier : _____

14. Comment vous vous organisez pour assister aux activités du projet pour ne pas palier aux

tâches du ménage? a. Je prépare tout le matin X b. Je le fais après les activités du
projet X

c. Quelqu'un d'autre le fais (specifier) X _____

15. Pendant que vous travaillez avec qui restent les

enfants ? _____

16. Quelles sont les principales causes de la malnutrition des enfants ? Choisissez plusieurs

réponses s'il procède a. Le sevrage précoce b. Une alimentation pauvre et non

équilibrée c. Le manque d'hygiène d. Les maladies e.

Autres _____

17. Comment on identifie un enfant malnutris ?

a. Le ventre gonflé b. La présence des œdèmes c. Le périmètre brachiale d. Les
cheveux fins

e. La peau craquelée Autres _____

18. Comment avez-vous expliqué le problème de la malnutrition aux clientes ?

Expliquer : _____

19. Quels messages avez-vous passé aux clientes sur comment prévenir la malnutrition ?

Expliquer _____

20. Combien de fois dans la semaine le client vient à acheter chez vous la bouilli/ le lait ?

a. Tous les jours b. 3 fois dans la semaine c. Une fois /semaine d.

Autre _____

21. Avez vous fait le dépistage ? OUI NO

22. OU ? a. dans le poste de vente Dans le quartier A la maison

Autre _____

23. Combien d'enfants avez-vous dépisté dans le 2 dernières semaines? _____

24. Combien d'enfants avez-vous référé dans les 2 dernières semaines? _____

25. A qui avez-vous référé les enfants malnutris ? a. Centre de Santé b. Relais

Communautaires c. ACF

26. Votre enfant a souffert de malnutrition ? OUI NO

27. Si la réponse est OUI, qu'est-ce que vous avez fait pour le soigner ?

28. Avez-vous toujours les mêmes habitudes alimentaires dans la famille ? OUI

NO

29. Avez vous plus de clientes que avant le projet ? OUI

NO

30. Si OUI, combien de plus par rapport à avant ? a. le double b. 3 fois de plus c.

autre _____

31. Pensez vous que la nouvelle bouillie/produit laitier est meilleure ? OUI X
NO X
32. Le gout de la bouillies est meilleur ? OUI X
NO X
33. Le produit est plus nutritif ? OUI X NO
X
34. Qu'est-ce que vous avez ajoutez de nouveau ?

35. Gagnez vous plus d'argent que avant ? OUI X
NO X
36. Si OUI, combien de plus environ ? a. beaucoup plus X b. un peu plus X c.
quantifiez si possible_____
37. Préférez vous : a. La vente fixe X b. La vente ambulante X c. faire le deux (fixe et
ambulante) X
38. Pour -
quoi ?_____
39. Qu'est ce que vous achetez avec l'argent gagné ? a. D'autres aliments X b.
Vêtements X
C. produits pour la maison X d. Médicaments X e. Autre
(Spécifier)_____
40. Pour quoi êtes vous dans l'association ? a. Je pense qu'il est une bonne chose X

b. j'étais invitée par le voisins c. Il était le seul moyen pour obtenir de l'aide

41. Qu'est ce que vous aimez plus de l'association ? _____

42. Qu'est ce que vous aimez le moins de l'association ? _____

43. Avez-vous été informées de la finalisation du projet ? OUI NO

44. Autres commentaires :

Merci

Annexe VI Source et Bibliographie

Proposition du projet « *Programme d'appui aux activités génératrices de revenus d'associations féminines de Conakry* »

Rapport intermédiaire du projet « *Programme d'appui aux activités génératrices de revenus d'associations féminines de Conakry* »

Contrat de service ACH/GN-A4AD

Rapports mensuelles du Consortium

Rapports de Progression d'activités du projet - Mois de Février et de Mars 2011

Rapports trimestrielles de PRIDE DORMATION

Rapport de KDF

Rapport de la ligne de base des associations

Rapports de l'enquête de suivi des associations

« Etude de base sur la Sécurité Alimentaire et sur la vulnérabilité », Commune de Matoto, ville de Conakry – ACF nov. 2009

« Etude socio économique des ménages des enfants malnutris aigus dans la commune de Matoto Ville de Conakry », Avril 2009

ESAC 2009 « Enquête de Sécurité Alimentaire à Conakry » - PAM

« AECID - West Africa – Country Profile - Guinea » 2011, www.aecid.es

Manuel "Identification of vulnerable people in urban environments" - ACF

Manuel « Income Generating Activities » - ACF

Manuel «Programme Stratégique d'intervention en nutrition communautaire» - ACF

<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/reports.htm> (Rapport de la Guinée à la CEDAW (CEDEF), 2005 - Recommandations de la CEDAW (CEDEF) sur le rapport de la Guinée présenté en 2005)

UE

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm>

Annexe VII Synthèse des résultats obtenus du questionnaire appliqué aux femmes de 8 associations

Les questionnaires ont été appliqués pendant la phase de travail sur le terrain

En total on a enquêté 40 femmes, 5 par association interviewée.

À continuation se reportent les résultats obtenus.

- ▶ Les critères utilisés pour la sélection des bénéficiaires étaient en accord avec ce qui avait été planifié (réponse positive de 38/40 femmes)
- ▶ La plupart des vendeuses exercent la vente journalière (34/40 femmes)
- ▶ Il n'y a pas eu un vrai processus de consultation de bénéficiaires avant ou pendant la formulation du projet: Les femmes n'ont pas participé à l'identification des besoins (40/40 femmes)
- ▶ Les besoins principaux des femmes et de leur familles sont : l'Alimentation, l'Education, la Santé, les habits, l'augmentation du revenu
- ▶ En général les formations ont été évalués positivement par les bénéficiaires
- ▶ Les femmes s'organisaient avec leur famille pour assister aux formations (22 femmes vs 15 familles)

- ▶ Les formations, les plus mentionnées sont: transformation des aliments (36), le calcul du revenu (6), les conditions d'hygiène liés aux aliments et à la personne (4).
- ▶ Les enseignements dérivés des formations ont été appliqués principalement au niveau des ménages (diversification alimentaire; hygiène, calcul du revenu et séparation des poches)
- ▶ La plupart des femmes ont mentionné au moins 2 des causes de la malnutrition infantile - manque d'hygiène (26); sevrage précoce (24); alimentation pauvre et peu équilibrée (22)
- ▶ La plupart des femmes ont mentionné au moins 2 indicateurs qui permettent d'identifier la malnutrition chez les enfants – ventre gonflé (36); présence d'œdèmes (22); les cheveux fins (12)
- ▶ 25 femmes ont donné des explications sur comment expliquer le problème de la malnutrition aux clientes et quel est le message à leur donner
- ▶ 19 femmes ont déclaré avoir fait le dépistage principalement dans le quartier (10); au poste de vente (5); à la maison (4). Les enfants identifiés ont été référés au CdS.
- ▶ Seulement 1 femme parmi les interviewées a dit d'avoir eu un enfant qui a souffert la malnutrition (avant le projet).
- ▶ 21/40 Femmes ont affirmé d'avoir changé leur habitudes alimentaires et celle de la famille vers une amélioration et une diversification
- ▶ 33/40 femmes ont affirmé d'avoir augmenté leur clientèle grâce au projet.
- ▶ La plupart des femmes (23/40) a affirmé avoir doublé le nombre de clientes qui sont pour la plupart journaliers.
- ▶ La plupart des femmes affirment avoir amélioré le produit de vente; par rapport à la bouillie, elles ajoutent un peu de lait, un peu plus de sucre dans la recette et normalement elles mettent à côté de la bouillie du fromage et de la mayonnaise.
- ▶ Les femmes affirment avoir augmenté le revenu : 12 femmes gagnent entre 20,000 et 25,000 GNF ; 10 femmes gagnent 15,000 GNF ; 7 femmes gagnent entre 30,000 et 35,000 GNF ; 3 femmes gagnent 40,000 GNF ; 1 femme gagne 150,000 GNF ; 1 femme gagne 10,000 GNF ; 1 femme gagne 50,000 GNF. Les autres femmes n'ont pas donné de chiffres exactes, cependant 4 femmes disent gagner beaucoup plus que avant et 5 femmes disent gagner un peu plus que avant.
- ▶ 29/40 femmes préfèrent la vente fixe ; 6/40 préfèrent la vente ambulante ; 3/40 la vente mixte.(1 femme n'a pas donné de réponse). Parmi les femmes qui préfèrent la vente fixe la principale raison est que les clients savent où elle se trouve et régulièrement vont acheter au poste de vente fixe. De même la vente fixe s'adapte mieux aux mamans âgées « qui n'aiment pas marcher ». Les 3 femmes qui préfèrent la vente mixte, disent d'avoir accès à plus de clientes et d'assurer de terminer toute la bouillie préparée. Cependant au moins 4 femmes parmi celles qui font la vente ambulante disent qu'elles n'ont pas le choix car elles n'ont pas accès à un poste fixe.

- ▶ Le revenu normalement est utilisé pour couvrir les besoins basique de la famille; cet à dire: d'autres aliments (25 fois) , l'achat de médicaments (16), les vêtements (15) et D'autres besoins (6) comme par exemple la location de la maison (2) ou la création d'une réserve (2) .
- ▶ La plupart des femmes affirment préférer être en association car il y a plus de solidarité et car l'association leur a permis d'apprendre des nouvelles choses qu'elles trouvent très utiles. 18/40 femmes pensent que être en association est une bonne chose ; 16/40 femmes considèrent que l'association est le seul moyen pour obtenir de l'aide ; 2/40 femmes ont été invitées par des voisins ; 1/40 autre réponse ; 3/40 no validé
- ▶ Les aspects les plus appréciés par les femmes vis-à-vis de la création des associations sont l'union et la solidarité qui existe au sein des associations (21 fois) ; les apprentissages reçues au sein de l'association et grâce au projet (14 fois) ; la possibilité de traiter les cas sociaux (5 fois)
- ▶ Presque tout- le –monde (39/40 femmes) étaient informé de la fin du projet.
- ▶ 8 femmes ont ajouté comme commentaire final le souhait de pouvoir continuer avec un nouveau projet pour pouvoir apprendre des nouvelles choses; 2 femmes ont aussi mentionné le besoin de recevoir plus d'appui en matériaux (ex. frigo, local, etc.)

Annexe VII Synthèse des résultats obtenus des Focus Groups avec les femmes des 8 associations

ASSOCIATIONS VISITÉES Y N. DE MEMBRES INTERVIEWÉS (TOT.73)

<u>Association Lannanteya de Taouyah</u>	(7 MEMBRES)
<u>Association Structurée AGSEP</u>	(10 MEMBRES)
<u>Association Limaniyah de Dar es Salam</u>	(10 MEMBRES)
<u>Association Bingnè de Kaporò Centre</u>	(6 MEMBRES)
<u>Association Mounafanqi de Gbessia Yilikoui</u>	(11 MEMBRES)
<u>Association Nafaya d'Entaq</u>	(7 MEMBRES)
<u>Association Béllèkè so boréyi de Dabompa</u>	(14 MEMBRES)
<u>Association Mounafanyi de Lansanaya</u>	(8 MEMBRES)

Les aspects investigués avec la méthodologie du focus groups dans chaque association étaient :

a. L'association et la vie associative ; b. Les activités réalisées dans le cadre du projet ; c. Les répercussions du projet sur la famille ; d. Les notions de nutrition apprises ; e. le revenu ; f. les points forts et faibles du projet.

À continuation se reportent les résultats obtenus.

a.

À l'origine les 15 associations ont été créés pour pouvoir participer au projet. Quelques une avait déjà eu une expérience associative au préalable.

Parmi les 15, deux associations préexistaient au projet mais la structure était mixte (hommes et femmes) no seulement féminine.

Parmi les 8 associations visités on peut identifier des facteurs clés qui peuvent aider le développement et la durabilité d'une association:

- ▶ A. la préexistence d'un groupement et/ou une association
- ▶ B. l'intente et la solidarité entre les femmes
- ▶ C. La présence d'au moins 5-6 membres alphabétisés
- ▶ D. Le respect du règlement approuvé
- ▶ E. Une bonne communication à l'intérieur de la structure de l'association

b.

En général pour les 8 associations l'évaluation des formations reçus a été positive

Certains membres grâce au formations ont eu l'opportunité de développer d'autres AGR qui leur apportent plus de revenu

Au moins 3 associations ont « des projets » des « buts » pour le future.

► *Commentaires:*

- Revoir la durée des formations
- Formations par fois trop théoriques
- La distance a constitué un problème pour les associations plus éloignées
- L'appui des animatrices a été évalué positivement

c.

En général les apprentissages des formations ont été appliqué dans l'entourage familiale.

Il semble que les femmes sont doté des plus d'outils pour prévenir la malnutrition dans la famille.

Dans leur entourage, cet à dire dans leur quartier et dans leur post de vente cette activités n'est pas encore bien développé, sauf là ou il y avait une pratique pre-existante

d.

En général les apprentissages des formations ont été appliqué dans l'entourage familiale.

Il y a eu une amélioration dans les conditions d'hygiène de la famille (personnelle et alimentaire);

Également il y a eu une diversification dans l'alimentation au sein de la famille

Une meilleure gestion des stratégies du ménage

e.

En général les femmes ont enregistré une augmentation des revenus qui obtiennent avec la vente individuelle. La plupart des femmes confirment vendre plus que avant le début du projet.

Par rapport aux bénéfices obtenu pour alimenter l'association pas tout le monde étaient en condition de dire exactement de combien avait augmenté le revenu ; l'information en général la détienne la présidente, la secrétaire mais le reste de membres ne sont pas au courant de tout cela. En autre, il est encore un peu difficile de quantifié les bénéfices de l'association car il y a pas mal de dépenses à couvrir au sein de chaque association dans cette première phase de démarrage .

f.

Pour les associations des vendeuses de lait le stockage du matériel et des produits est un problème

Les femmes qui exercent l'activité de vente ambulante, demandent un appui à l'obtention d'un emplacement fixe

Certaines femmes considèrent que l'appui matériel reçu par le projet était un peu pauvre

Pour le dépistage et la référence des cas de malnutrition certaines femmes ne se sent pas légitimés pour mener l'activité car il n'a pas eu une « validation » par le CdS.

D'ailleurs il est ressorti du groupe que les liens avec les CdS ont été pratiquement inexistantes.

Des femmes demandent des formations pour améliorer le niveau d'alphabétisation

Ainsi une minorité demande de prendre en compte les besoins des mamans qui ne peuvent pas laisser leur enfants à la maison.

Également il a été demandé d'étendre un peu plus dans le temps les formations

Il faudrait prendre en considération la possibilité de faire des AGR aussi au niveau individuel (cet option a été signalé surtout par les femmes membres qui ne sont pas très contentes avec le modus operandi de l'association)

La plupart de femmes a évalué très positivement le projet car elles ont obtenu une reconnaissance dans le quartier, et même ailleurs dans certains cas, autant que association. Elles ont eu accès à des nouvelles connaissances comme par exemple la transformation des aliments ; elles ont aussi amélioré l'alimentation des enfants.

L'auto-estime des femmes a augmenté ; elles sent que leur travail est reconnu par la famille et le mari.

Une demande des femmes a été celle d'Intégrer les hommes et les jeunes dans l'association ; d'être plus flexible dans le nombre de membres par association.